

Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2511  
16 septembre 2016  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Alstom, SFR, Servier, Hitachi, Philips...**

# **Interdiction des licenciements!**



Rassemblement le 12 septembre  
contre les licenciements à Alstom Belfort.

**15 septembre**  
**Loi travail,**  
**c'est toujours**  
**non!**

**Nathalie Arthaud**  
**en campagne**  
**À Paris, meeting**  
**le 30 septembre**



# Servir de marchepied à un politicien bourgeois ou faire entendre le camp des travailleurs ?

Appels à rejoindre la manifestation du 15 septembre contre la loi El Khomri, dénonciation des licenciements chez SFR ou encore de la fermeture de l'usine Alstom de Belfort programmée pour 2018... Les militants du PCF qui ont animé la fête de *l'Humanité* lui ont donné, comme chaque année, un caractère ouvrier et militant.

Mais si les problèmes du monde ouvrier sont au cœur des préoccupations de beaucoup de militants, on ne peut pas en dire autant de la direction du PCF. Ce qui la préoccupe, ce sont les problèmes... de la gauche.

Alors que de plus en plus de travailleurs ont compris qu'ils avaient autant d'ennemis chez les politiciens de gauche que chez ceux de droite, que leur dit la direction du PCF ? Qu'il faut rassembler la gauche et lui trouver un candidat unique !

Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, est prêt à soutenir ce candidat, sans même exiger de lui quoi que ce soit pour les travailleurs. Il le voit même parmi les Montebourg, DufLOT, Hamon, tous anciens ministres de Hollande.

A-t-il oublié qu'ils ont tous été les exécutants de la politique de Hollande ? Qu'ils ont applaudi au pacte de responsabilité et à tous les cadeaux au patronat ? Qu'ils se sont félicités des accords de compétitivité imposés aux travailleurs à coups de chantage patronal ? Les ouvriers, ceux qui ont perdu leur emploi, eux, ne l'oublient pas !

Aujourd'hui, Montebourg dénonce le laisser-faire du gouvernement et le rend coresponsable de la fermeture programmée d'Alstom à Belfort, mais qu'a-t-il fait lui-même pour empêcher celle de l'usine Citroën d'Aulnay ? Il a gesticulé pour sauver Florange, mais il a fini par se coucher devant Mittal, laissant des travailleurs sur le carreau malgré ses promesses.

Est-ce dans ce genre de politiciens que les travailleurs devraient placer leur confiance ? Exactement comme il l'a fait avec Mitterrand puis avec Jospin, le PCF veut recréer des illusions dans la gauche gouvernementale et refaire une virginité à des politiciens qui pensent en bourgeois et sont attachés à l'ordre bourgeois.

Jean-Luc Mélenchon est aussi à ranger dans cette catégorie. Il prétend, comme tous les autres, avoir une politique pour la « France », en occultant le fait essentiel pour le

monde du travail : la lutte de classe acharnée que le patronat mène pour faire reculer les salaires, les conditions de travail et aggraver l'exploitation.

Les travailleurs qui se battent au jour le jour pour leurs intérêts vitaux le savent : il n'y a pas d'entre-deux. Le grand patronat mène ses attaques de façon impitoyable, pour ses profits et sa rentabilité. Pour être du côté de la classe ouvrière, il faut être contre le grand capital. Il faut être résolu à combattre ses profits, il faut se préparer à lui faire la guerre.

Mélenchon est en guerre contre beaucoup de choses, contre les traités européens, contre la politique de l'Allemagne, contre les États-Unis, mais pas contre le grand patronat, pas contre son pouvoir sur l'économie, pas contre le système d'exploitation qui est à la base de la condition ouvrière.

Les politiciens qui ne s'engagent pas à faire payer la bourgeoisie, et à s'appuyer sur les travailleurs mobilisés pour le faire, se destinent à servir la bourgeoisie. C'est sur cette base que les travailleurs peuvent juger qui sont leurs amis et leurs faux amis. Et c'est cette boussole de classe que le PCF s'acharne à casser.

Les perspectives politiques du PCF ne sont pas fondées sur les intérêts et les luttes du monde ouvrier. Elles sont fonction des alliances électoralistes censées préserver ses élus à l'Assemblée nationale ou dans les collectivités territoriales. Ce sont des calculs stériles, illusoire et démoralisants pour ses propres militants. C'est ce qui a affaibli le mouvement ouvrier et créé le désarroi politique que l'on connaît dans les classes populaires.

La campagne présidentielle à venir peut servir au combat des travailleurs, si elle est l'occasion de faire avancer la conscience ouvrière. Cela commence par affirmer clairement les intérêts matériels et politiques des travailleurs, par affirmer la nécessité de prendre sur les profits pour répartir le travail, augmenter les salaires et les petites retraites.

Il faut faire entendre le camp des travailleurs et lever le drapeau des luttes ouvrières. L'avenir de la société dépend de ce combat, car la société peut se passer de la bourgeoisie, de plus en plus parasitaire, mais pas des travailleurs, qui font tout tourner et produisent toutes les richesses.

## Au sommaire

### LEUR SOCIÉTÉ

|   |    |
|---|----|
| Produire en France : au bonheur des patrons                   | 4  |
| Montebourg : caution des licenciés                            | 4  |
| Sarkozy : radicalement à droite                               | 4  |
| Baisse d'impôts : vrais cadeaux pour les patrons              | 5  |
| Budget militaire : des milliards à la pelle                   | 5  |
| Péages autoroutiers   | 5  |
| Sexisme : un fléau à combattre                                | 5  |
| Migrants : droit de circulation et d'installation pour tous ! | 6  |
| Hébergement des réfugiés                                      | 6  |
| Maisons des services publics : un pis-aller                   | 6  |
| Pompiers accidentés : les familles portent plainte            | 6  |
| Prisons : situation catastrophique                            | 11 |
| Sans-papiers : les passagers s'opposent à une expulsion       | 11 |
| CAC 40 : les profits coulent à flots                          | 11 |

|  |    |
|--|----|
| Unicef : des millions d'enfants déplacés | 11 |
| Église : miracle de la crédulité         | 16 |

### ENSEIGNEMENT

|   |    |
|---|----|
| Lycée Suger - Saint-Denis                   | 7  |
| Lycée Joliot-Curie - Nanterre               | 7  |
| Collège Vercors - Grenoble : en grève       | 7  |
| Beauvais : jeunes scolarisés jetés à la rue | 7  |
| Animateurs périscolaires                    | 16 |

### DANS LE MONDE

|   |    |
|---|----|
| Syrie : trêve en vue de quelle paix ?                   | 8  |
| Afghanistan : l'impérialisme s'enlise dans la guerre    | 8  |
| Ouzbékistan : la mort d'un despote                      | 9  |
| Chili : mobilisation contre le système de retraite      | 9  |
| Bangladesh : nouvelle catastrophe frappant des ouvriers | 9  |
| Italie : retraites de misère pour les travailleurs      | 10 |

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| Belgique : Caterpillar Gosselies | 10 |
|----------------------------------|----|

|   |    |
|---|----|
| États-Unis : une vedette du sport contre le racisme | 16 |
|---|----|

|                       |    |
|-----------------------|----|
| Commission européenne | 16 |
|-----------------------|----|

### ENTREPRISES

|  |    |
|--|----|
| Alstom Belfort : prendre sur les profits | 12 |
| Licenciements : ça continue              | 12 |
| Industrie automobile : dangers publics   | 12 |
| SNCF Rhône-Alpes : contrôleurs supprimés | 13 |
| À la Poste aussi, le profit peut tuer    | 13 |
| Autoentrepreneurs                        | 13 |
| Abattoir de Liffré                       | 14 |
| Bâtiment Paris 7 <sup>e</sup>            | 14 |
| Triskalia-Glomel                         | 14 |
| Renault-Douai                            | 14 |
| Centre hospitalier du Nord-Mayenne       | 15 |
| Hôpital - Vénissieux                     | 15 |

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

## Fête de l'Humanité: la recherche du candidat miracle

Une assistance nombreuse et populaire était au rendez-vous de la fête de l'Humanité, à La Courneuve. Fraternité, partage d'un sentiment commun de rejet de la politique du PS au pouvoir, bons moments entre amis et concerts de qualité: les participants à ce week-end les ont certainement rencontrés sous le soleil de septembre. Mais les militants, les travailleurs, les jeunes qui cherchaient une réponse à leurs questions sur l'avenir du monde ouvrier, face aux attaques couplées du patronat et du gouvernement, seront restés insatisfaits.

Alors que les capitalistes sont à l'offensive, annonçant fermetures de sites, suppressions d'emplois et familles sur le carreau, le cirque électoral se met en place, à droite comme à gauche, et les ennemis des travailleurs fourbissent les petites phrases, dangereuses ou creuses, qui leur tiennent lieu d'arguments. Allait-on trouver, à la fête de l'Humanité, des prises de position claires, un programme de lutte pour la classe ouvrière? Allait-on entendre des voix pour exprimer les urgences vitales pour le camp des travailleurs?

Eh bien non, car l'urgence, selon une formule de Pierre Laurent du PCF, est à «construire un chemin commun», entre ceux, anciens ministres de la gauche gouvernementale ou proches de celle-ci, qui tentent de définir

des stratégies pour ne pas affronter dispersés le premier tour de l'élection présidentielle, sans même parler du second. C'était la dominante du discours des orateurs vedettes de la fête. On a pu y entendre un Montebourg affirmer que «la finance n'est pas notre adversaire», une Cécile Duflot s'attaquer à «la production illimitée» qui serait la cause de «la troisième année la plus chaude de l'histoire de l'humanité», et préconiser «un président écologiste dans ce pays».

Et puis l'ancien candidat commun du désormais défunt Front de gauche, Mélenchon, s'est présenté comme le candidat providentiel, jouant son va-tout en mars 2017... pour être élu. Se voulant rassembleur, il s'est dit écologiste, républicain, socialiste-mais tout de même pas communiste-, afin d'offrir un nom à ceux qui se

sentent orphelins de candidat. Mais le plus grand dénominateur commun que Mélenchon affirme rechercher pour «tendre la main à tout le monde» ne dépasse pas le patriotisme économique. «La France doit être capable d'être autosuffisante sur tous les grands chapitres de la production et de ses besoins», a-t-il déclaré au mépris de toute réalité économique, qui a vu la production se mondialiser depuis des siècles. Le leader de la France insoumise, son nouveau mouvement, appelle d'ailleurs à sortir des traités européens. Et si son dada du moment porte sur les diverses façons

d'accommoder le quinoa, son projet politique, servi le 9 septembre aux patrons invités aux assises du Produire français, n'a semble-t-il pas choqué ces messieurs.

À la direction du PCF, Pierre Laurent s'est obstiné à chercher «un scénario de convergence issu de toutes les familles de la gauche», quitte à sortir de ce que le journal du parti appelle «la logique obsédante de l'élection présidentielle» car, derrière cette échéance, Laurent souhaite «ouvrir le débat des législatives dès maintenant». Cette préoccupation électoraliste, ce calcul visant à préserver quelques circonscriptions

pour le PCF, alors que Mélenchon annonce déjà présenter 577 candidats, en dit long sur le choix que fait une fois de plus la direction de celui-ci: accrocher son wagon à un candidat faisant, peu ou prou, allégeance à la gauche gouvernementale, passée, présente ou future, dans l'espoir d'être payé en retour.

Il n'y a rien dans tout cela pour exprimer les intérêts des travailleurs. Comme si le mécontentement profond exprimé par des centaines de milliers d'entre eux, au long du mouvement contre la loi El Khomri, n'avait aucun droit à la parole.

Viviane Lafont

## Le 15 septembre et après : la lutte doit continuer

Les syndicats CGT-FSU-Solidaires-UNEF-UNL-FIDL ont appelé à une nouvelle journée d'action et de mobilisation contre la loi El Khomri le jeudi 15 septembre. Car si la loi a été adoptée par le Parlement, elle n'est toujours pas acceptée par tous ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois et qui auront ainsi eu l'occasion de le dire encore une fois au gouvernement.

Contrairement à ce que

beaucoup de commentateurs voulaient laisser croire, il ne s'agit pas d'un baroud d'honneur. La loi El Khomri va donner de nouvelles possibilités au patronat pour tenter de diminuer les jours de congés, d'allonger le temps de travail sans augmentation du salaire.

Mais, là encore, ce sera l'enjeu de nouvelles batailles à mener par les travailleurs. Et tous ceux qui, en se mobilisant contre la

loi travail, ont commencé à relever la tête doivent continuer de se faire entendre et de manifester leur combativité.

C'est la meilleure façon de contribuer à préparer dès aujourd'hui la contre-offensive du monde du travail qui sera nécessaire pour faire reculer le patronat et ses serviteurs au gouvernement. Plus que jamais, cette lutte doit continuer.

Marc Rémy

## Alstom Belfort: non à la fermeture!

(communiqué de Lutte ouvrière)

Alors que, lundi 12 septembre, Hollande a assuré que «tout sera fait pour maintenir le site de Belfort», le lendemain, la direction d'Alstom a confirmé la fermeture de l'usine au personnel. Autrement dit: «Hollande et Valls peuvent dire ce qu'ils veulent, c'est moi qui commande!»

La direction d'Alstom

a-t-elle réellement décidé de fermer l'usine? Joue-t-elle au poker menteur avec le gouvernement, pour que l'État lui assure de nouvelles commandes? C'est scandaleux dans les deux cas.

Pour les 500 salariés du site, pour les sous-traitants et les prestataires, c'est de leur vie qu'il est question.

C'est l'avenir de la ville de Belfort qui en dépend.

Quand bien même Alstom subirait une baisse de commandes en France pendant quelques années, l'usine doit rester, tous les emplois doivent être maintenus et les salaires doivent être payés sur les profits d'Alstom.

Nathalie Arthaud

## AGENDA ..... Fêtes régionales de Lutte ouvrière

### Lyon

24 et 25 septembre  
Espace Mosaïque à Saint-Priest  
Allocution de Nathalie Arthaud, le samedi à 20 h 30

### Tours

Samedi 1<sup>er</sup> octobre - Salle des Fêtes de Saint-Pierre-des-Corps  
Allocution de Nathalie Arthaud à 19 h

### Rennes

Samedi 8 octobre  
Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro Henri-Fréville

### Toulouse

24 et 25 septembre - Hall 8, Parc des Expositions  
Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche à 15 h

### Lille

Samedi 8 octobre  
Espace Concorde à Villeneuve-d'Ascq  
Allocution de Nathalie Arthaud

### Le Mans

Samedi 15 octobre  
Salle Pierre-Guédou, rue du Pont à partir de 17 h



Meeting de Nathalie Arthaud  
Vendredi 30 septembre à 20 h 30 à Paris  
Cirque d'hiver-Bouglione,  
110, rue Amelot 75011  
Métros Fille du Calvaire et Oberkampf

# Produire en France : au bonheur des patrons

**Les assises du Produire en France se sont tenues les 8 et 9 septembre à Reims, sous le patronage du socialiste Montebourg et de l'UDI Jégo. Les politiciens se sont précipités en masse : pas moins de douze candidats déclarés à la présidentielle, de Mélenchon à Le Pen.**

Si tous ces gens-là mettent l'accent sur le produire en France, au mépris de toute vérité et de toute logique, c'est parce qu'ils pensent que, dans cette période de crise, cette propagande simpliste sera rentable électoralement, même si tout est bidon dans ces idées. Les produits étiquetés Made in France incorporent des matières premières et du travail venant du monde entier. L'étiquette est parfois tout ce qu'il y a de national dans un produit. Vouloir se passer d'importer et d'exporter serait se priver de produire.

Cela ne les gêne pas de favoriser par là même le chauvinisme, le repli national, la xénophobie, les divisions de toute sorte entre

les travailleurs.

C'est là la partition habituelle du Front national, mais tous les autres s'y associent. Ils attaquent en vrac l'Union européenne,

l'euro, le libre-échange, les travailleurs détachés, parlent de renaissance industrielle, de transition énergétique, de souveraineté nationale, de consommation de proximité, de génie français, proposent de manger 100% français dans les cantines scolaires, de dévaluer l'euro de 20%. Tout y passe.

Mais il y a un thème

qui les réunit tous : l'aide aux patrons, auxquels s'adressent ces assises du Produire en France. Dans leurs propositions, ses initiateurs ont bien du mal à se distinguer de la politique de Hollande : subventions à la recherche et à l'innovation, fin des taxes, des charges et des réglementations, suppression de l'ISF pour les fonds investis dans

les entreprises françaises, travailler quatre heures de plus, assouplir les contrats de travail, promouvoir dès l'école primaire la création d'entreprises...

Aider les patrons tout en divisant les travailleurs : c'est la vérité du Produire en France et le fonds de commerce de tous ces politiciens.

Vincent Gelas

## Montebourg, caution des licenciés

Arnaud Montebourg, ex-ministre de Hollande et candidat à la primaire de la gauche, s'est évidemment insurgé contre la fermeture du site d'Alstom à Belfort et les 500 licenciements annoncés. « On ne s'y est pas intéressé, on a reçu des rapports, on ne les a pas lus. » Le « on » désigne évidemment Macron, encore récemment ministre de l'Économie, qui aurait abandonné les ouvriers d'Alstom à leur triste sort, alors que lui, Montebourg, en faisant entrer

l'État au capital d'Alstom en 2014, était bien décidé à suivre l'affaire!

Pour lui, tout le gouvernement est coupable de « manque de patriotisme économique. Ce que moi, j'appelle le Made in France. » Or la fabrication des locomotives qui pouvaient sauver Alstom a été donnée... « aux Allemands, qui d'ailleurs les font fabriquer en Pologne ».

Et le licenciement des milliers d'ouvriers de PSA Aulnay quand il était

lui-même ministre? Cela n'a rien à voir, selon Montebourg. C'est malheureux, dit-il, mais il a sauvé PSA, qui était en grave difficulté, avec une banque au bord de la faillite, que le gouvernement a bien été obligé « de cautionner à hauteur de 7 milliards d'euros ». Grâce à quoi, affirme-t-il, « PSA est reparti », – en tout cas ses profits! – et produit sur le territoire français : c'est cela une entreprise patriotique, pour Montebourg.

C'est là cautionner les mensonges avec lesquels PSA a justifié la fermeture de l'usine d'Aulnay. Les travailleurs licenciés de cette usine et tous ceux de Peugeot-Citroën, dont les conditions de travail se dégradent régulièrement, apprécieront. Dans la guerre économique comme dans la guerre tout court, les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier des apôtres du patriotisme.

Sylvie Maréchal

## Sarkozy : radicalement à droite

Dans les laps de temps que lui laissent ses ennuis judiciaires, Sarkozy enchaîne les meetings, les interviews et les déclarations assassines. Dans la course à la candidature, l'ex-maire de Neuilly tient la corde à droite, très à droite, pour tenter de doubler non seulement ses collègues des Républicains, mais aussi la candidate FN.

Distancé par Juppé dans les sondages, c'est par l'outrance dans le registre sécuritaire qu'il choisit de reprendre l'avantage. Et comme, dans ce domaine aussi, il faut savoir jouer

des coudes et que les idées nouvelles en matière de police, de procès, d'enfermement voire d'expulsion ne le sont pas vraiment, Sarkozy éructe les mêmes banalités, mais sur le ton de la surenchère. Tout est bon, du moment que cela fait entendre les menottes que l'on ferme et les grilles de prison qu'on verrouille.

Ses propositions ne visent qu'à amalgamer immigration et terrorisme. Les étrangers qu'il considère comme suspects, Sarkozy veut les expulser, et ceux qu'il ne peut pas expulser parce qu'ils sont...

français, il les place préventivement en prison. Pour faire bonne mesure, il suspend le regroupement familial. Dans la spirale xénophobe et raciste, Sarkozy s'envole.

Voilà ce qu'est, pour lui, « parler de la réalité que vivent les Français ». Les six millions de chômeurs, les familles qui jonglent avec les fins de mois, les travailleurs qui doivent affronter des capitalistes rapaces n'ont aucune réalité en commun avec celui qui trinque avec leurs exploités.

Viviane Lafont



## Fil rouge

### Promotion Hollande

Lundi 12 septembre, le non-candidat Hollande a convoqué la télévision au centre de formation de Saint-Quentin-en-Yvelines pour vanter les effets de son plan de formation censé lutter contre le chômage.

Il a mis en avant l'entrée en formation de 400 000 demandeurs d'emploi entre décembre 2015 et août 2016, en assurant qu'il n'y a pas de stage parking. L'annonce est peu crédible, et surtout ne répond en rien au problème. Dans le même temps, les patrons

continuent de licencier à tour de bras. En formation, des travailleurs sortiront peut-être des statistiques du chômage juste le temps d'une campagne électorale, avant d'y replonger. Mais tenter de sauver l'emploi de Hollande, n'est-ce pas là le but essentiel?

### Le bal des prétendants

Sur les treize candidats à la primaire à droite pour la présidentielle de 2017, sept se sont qualifiés. Un huitième, le président du Parti chrétien-démocrate,

était qualifié d'office. Enfin Henri Guaino, ex-conseiller de Sarkozy à l'Élysée, a décidé de faire don de lui-même à la France et de se présenter à la présidentielle de toute façon, alors qu'il n'a pas eu les soutiens suffisants dans son propre camp.

Sur le fond, tous sont d'accord pour continuer les attaques contre les travailleurs et arroser le patronat. Celui qui sortira du chapeau des primaires a de fortes chances d'être le vainqueur de 2017, du fait de la politique de

Hollande qui, depuis 2012, a poursuivi celle menée par Sarkozy dans les cinq années précédentes.

C'est l'alternance, dans la continuité de la défense du patronat par des hommes de droite et de gauche interchangeables.

### Très cher, le resto Macron

Pour financer sa campagne électorale, celui qui n'est toujours pas officiellement candidat est parti chercher des sous à Londres.

Les Français de cette

ville étaient invités à venir partager un repas avec lui pour la modique somme de 7 500 euros. Il paraît qu'une trentaine de patrons ont accepté de contribuer, les mauvaises langues ajoutant que c'est avec de l'argent soustrait au fisc français.

Il faut dire qu'au regard de tout ce que les lois Macron ont permis aux patrons de gagner sur le dos des salariés (licenciements facilités, flexibilité...), 7 500 euros ne représentent pour eux pas plus qu'un pourboire.

## Baisses d'impôts : vrais cadeaux pour les patrons

Le 9 septembre, le gouvernement a annoncé une série de baisses d'impôts, surtout pour après 2017. Mais même s'il espère se réconcilier ainsi avec une partie de son électorat, il ne perd pas le sens de ses priorités : ces mesures fiscales, très modérées pour les ménages et très substantielles pour les entreprises, profiteront une fois de plus essentiellement au patronat.

La baisse de l'impôt sur le revenu concernerait, à partir de 2017, les salariés gagnant moins de 1 700 euros par mois. Le seuil peut monter jusqu'à un revenu de 5 170 euros pour une famille avec trois enfants. La réduction sera au maximum de 20%. Selon les estimations du ministère de l'Économie, cette mesure concernera 5 millions de foyers sur les 17 millions assujettis à l'impôt sur le revenu. Mais, pour ceux qui ne le paient pas, soit 54% des ménages, elle n'aura pas d'effet. Et tous les autres impôts payés par l'ensemble des salariés et des retraités, comme la CSG, continueront à peser lourd dans le budget des classes populaires. Sans parler des impôts indirects que l'on paie à chaque achat, en particulier la TVA.

En revanche, l'ensemble du patronat va bénéficier de nouveaux cadeaux fiscaux s'ajoutant à tous ceux qui se sont accumulés ces

dernières années. L'impôt sur les bénéfices des sociétés passera de 33,3 à 28%, pour les PME dès 2017 puis pour toutes les entreprises en 2020, tandis que le taux du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), créé par le gouvernement socialiste en 2012, passera de 6 à 7% en 2017 pour les salaires jusqu'à 2,5 fois le smic.

La baisse d'impôt sur

le revenu ne représentera qu'un milliard d'euros, tandis que la baisse de la fiscalité des entreprises représente 3,3 milliards d'euros pour le budget de l'État. À quoi s'ajoutent les 32 milliards de cadeaux aux patrons au titre du CICE et du pacte de responsabilité.

Comme toujours, le gouvernement justifie ces cadeaux par la lutte contre le chômage. Qu'importe si celui-ci n'a cessé de croître depuis toutes ces années où la fiscalité des entreprises a diminué ! Le vrai objectif du gouvernement reste d'aider les entreprises à maintenir leurs profits malgré la crise.

Claire Dunois



## Autoroutes : la pompe à fric

Depuis le 5 septembre, les sociétés concessionnaires discutent avec l'État des travaux qu'elles vont effectuer sur les autoroutes. Mais, pour les financer, pas question de prendre sur les profits de Vinci, Eiffage et Albertis, les groupes qui se partagent le gâteau avec un taux de rentabilité de 25%. Ainsi, sur les 2,1 milliards de profits déclarés par Vinci, 1,1 provient des péages autoroutiers.

Pour payer les travaux, l'État envisageait donc soit de prolonger la durée des concessions, soit d'augmenter les péages. C'est cette dernière solution, plus directement rentable pour les concessionnaires, qui a été retenue. Pour le moment, on ne parle d'augmenter les péages que sur les tronçons touchés par les travaux. Mais chacun sait que, travaux ou pas,

les tarifs autoroutiers augmentent tous les ans de 2% environ. La dernière hausse date du 1<sup>er</sup> février 2016, et dès avril le patron de Vinci autoroutes invoquait l'inflation, les impôts et les investissements pour réclamer de nouvelles augmentations.

Entre 2002 et 2006, l'État a commencé à privatiser les autoroutes et en

2006, il a vendu trois sociétés, ASF, Sanef et SAPRR, à des trusts du BTP comme Eiffage et Vinci. Depuis, l'État en a tiré 15 milliards de redevances, et Vinci et ses collègues en ont sans doute tiré quatre fois plus. Pas étonnant qu'ils s'entendent comme larrons en foire pour plumer toujours plus les usagers.

Vincent Gelas



## Budget militaire : des milliards à la pelle

Eh oui, les différents acteurs de la Défense nationale tiennent aussi une université d'été ! Celle-ci, qui a eu lieu les 6 et 7 septembre, a réuni bien évidemment des militaires, à commencer par Pierre Le Jolis de Villiers de Saintignon, chef d'état-major des armées depuis 2013, c'est-à-dire sous l'investiture de Hollande.

Étaient aussi présents le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, des élus de différents bords et des industriels attirés par l'odeur de l'argent. Et, quelle que soit leur étiquette, tous ces gens-là étaient à l'unisson pour réclamer une hausse du budget militaire, revendication soutenue par ailleurs par le Premier ministre Manuel Valls.

Les crédits du ministère de la Défense, hors pensions, avaient diminué de 2009 à 2012, passant de 33 à 30,6 milliards. Mais dans la loi de programmation militaire adoptée en 2013, qui couvre les cinq années suivantes, ils étaient repartis à la hausse et, en avril 2015, une rallonge supplémentaire de 3,8 milliards d'euros avait été accordée. Cette année, le bonus ne sera « que » de 418 millions d'euros, et le budget de la Défense n'atteindra donc pas les 2% du produit intérieur brut, qui est l'objectif

que tous jugent indispensable d'atteindre d'ici 2020, à commencer par Le Drian.

Affirmant que « la menace est là », Valls, lui, juge cet objectif atteignable, à condition de faire un effort. « C'est le prix de la paix », surenchérit le chef d'état-major, tandis que Raffarin, plus grandiloquent, y voit « le plancher de notre souveraineté ». Et tous les industriels de se frotter les mains à la vue des milliards supplémentaires qui pourraient affluer dans leurs coffres-forts.

Passer le budget militaire de 1,8 à 2% du PIB pour arriver à 41 milliards d'euros en 2020 signifierait l'augmenter de quelque 9 milliards d'euros sur trois ans. C'est une somme colossale, et c'est à n'en pas douter autant d'argent qui sera pris dans les budgets sociaux pour créer des engins de mort et enrichir les marchands d'armes.

Marianne Lamiral

## Sexisme : un fléau à combattre

Le gouvernement a lancé une campagne de six mois contre le sexisme. Les chiffres mis en avant dans cette campagne parlent d'eux-mêmes : en moyenne, les hommes gagnent 19% de plus que les femmes et, pour les retraités, l'écart est bien plus important, puisque les femmes perçoivent en moyenne 1 007 euros brut, contre 1 660 euros pour les hommes. Les femmes consacrent environ 1 h 30 de plus que les hommes au travail domestique quotidien.

La campagne du gouvernement dénonce notamment la bêtise sexiste, toutes ces petites remarques qui sont une pression quotidienne exercée sur les femmes pour les cantonner à un rôle décoratif ou subalterne. Une femme sur deux déclare

ainsi avoir changé de façon de s'habiller pour éviter les remarques sexistes.

Il est évidemment utile de dénoncer cela. Mais la campagne oublie de dénoncer aussi ceux qui participent à l'amplification des inégalités : les capitalistes et leurs alliés du gouvernement. Avec l'aggravation de la crise, la loi du plus fort qui domine toute la société capitaliste, les femmes, souvent les plus précaires, sont les plus exposées. Et la loi El Khomri ne va rien arranger, en accentuant cette précarité.

Depuis des années qu'existent des lois pour interdire les discriminations sexistes, on voit bien qu'elles ne donnent guère de résultats. Car c'est la société du profit qui ne cesse de les reproduire.

Serge Fauveau

## Migrants : droit de circulation et d'installation pour tous !

Le 12 septembre, le gouvernement a annoncé la création de 12 000 hébergements, répartis sur tout le territoire et destinés à désengorger la Jungle de Calais.

Cela a suffi pour susciter une avalanche de réactions lamentables et, surtout, intéressées. Toute la gamme des politiciens de droite a cru habile d'agiter les préjugés les plus stupides quant à l'arrivée de migrants dans les villages. La presse a évidemment repris complaisamment leurs déclarations. On entend bien moins souvent les interviews de villageois et mêmes d'élus qui, en fait, sont heureux d'avoir accueilli des migrants et qui expliquent pourquoi. De même qu'on entend plus parler de ceux qui manifestent contre les migrants que des bénévoles qui se dévouent pour les aider. Ils existent pourtant, et il n'est pas certain qu'ils soient moins nombreux que les manifestants xénophobes.

Les hébergements prévus par le gouvernement, de même que le centre prévu par la mairie de Paris, outre que ce sont des projets et qu'ils arrivent bien tard, ne seront pourtant qu'un maigre soulagement. Les migrants arrivent sans cesse en Europe. Les 10 et 11 septembre, dans le seul bras de mer qui sépare l'Italie de l'Afrique du Nord, 3 400 ont été secourus. 128 000 sont arrivés depuis le 1<sup>er</sup> janvier dans

la péninsule et la plupart y sont restés, car les frontières européennes sont désormais fermées.

Des millions de personnes fuient, par familles entières, les horreurs de la guerre, la faim, la dictature. Elles espèrent trouver une vie meilleure dans les pays riches et sont prêtes à risquer leur vie pour l'obtenir. Que sont les diatribes d'un Ciotti ou d'une Le Pen, que valent les matraques d'un Valls ou d'un Cazeneuve, en face de cette espérance ?

Le chaos que fuient les migrants est créé par la domination impérialiste, pour laquelle les travailleurs n'ont aucune responsabilité et aucune solidarité à avoir. L'immense majorité des migrants feront partie de la classe exploitée du pays où ils se fixeront. Les politiciens qui, à un degré ou à un autre, cultivent les préjugés contre les migrants sont des ennemis des travailleurs. Pour toutes ces raisons, au-delà de la simple humanité, les travailleurs des pays européens, ceux des pays les plus riches comme la France au premier chef, doivent exiger la liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants.

Paul Galois



Embarcation de migrants au large de l'Italie.

## Hébergements : les pyromanes parlent d'éteindre l'incendie

Mardi 6 septembre, à Forges-les-Bains dans l'Essonne, un centre d'hébergement appartenant à la mairie de Paris a été incendié. Ce centre, destiné à accueillir en octobre 91 réfugiés, sera géré par Emmaüs solidarité. C'est la deuxième fois qu'il est l'objet de dégradations volontaires puisque, le samedi précédent, des robinets avaient été laissés ouverts, provoquant une inondation et un effondrement des plafonds. Une plainte a été déposée par la mairie de Paris.

La mairie de Forges-les-Bains comme une partie des habitants se sont opposés au projet. Une certaine

de personnes avaient manifesté quelques heures avant l'incendie. Les arguments des opposants au projet sont dans l'air du temps et reprennent les préjugés que les politiciens de tout bord distillent depuis des mois. Heureusement, des habitants indignés de cet incendie ont fait entendre un autre son de cloche en montrant leur solidarité à l'égard des réfugiés.

Dans un communiqué de presse, Bernard Cazeneuve promet que, si l'hypothèse de l'acte malveillant se confirme, « tout sera entrepris pour interpellier au plus vite et remettre à la justice les auteurs de cet

acte abject ». Il a beau jeu de s'indigner. Il fait partie d'un gouvernement dont le Premier ministre n'a eu de cesse d'alimenter la méfiance à l'égard des réfugiés, comme en novembre dernier, lorsqu'il affirmait que « la population ne comprendrait pas que l'on continue à laisser les frontières ouvertes après les attentats ? », sous-entendant que les réfugiés, pourtant les premières victimes de Daech, auraient quelque chose à voir avec cette organisation terroriste. C'est bien également l'attitude du gouvernement à l'égard des réfugiés qui alimente le climat xénophobe.

Aline Urbain

## Maisons des services publics : un pis-aller

Dans de nombreuses petites villes, en particulier en zone rurale, les antennes concernant la Sécurité sociale, Pôle emploi, le gaz et autres ont été fermées les unes après les autres, pour permettre à ces administrations ou ces entreprises d'économiser sur le personnel.

Les usagers doivent parfois faire plusieurs dizaines de kilomètres pour régler un problème avec l'une d'elles. Ceux qui n'ont pas de moyens de transport sont exclus. De toute façon, ces services ont limité la possibilité de parler avec un agent en chair et en os, quasiment tout se fait par Internet. Ceux qui n'ont pas Internet, qui ne savent pas s'en servir ou qui ont un problème particulier se retrouvent face à des situations inextricables alors que leurs demandes sont

souvent vitales, comme par exemple obtenir le minimum vieillesse.

Les communes se retrouvent à faire face aux difficultés croissantes d'une partie de leurs habitants, ceux dont les conditions de vie sont les plus précaires, ceux qui sont les plus âgés... Alors, après avoir détruit ce qui existait, le gouvernement a décidé de créer des maisons des services publics, pour compenser ces fermetures. C'est ce qu'il appelle développer et défendre l'accès de la population à ces services !

La Poste, qui elle aussi est engagée dans une politique de fermetures partielles ou totales de ses bureaux en zone rurale, s'est montrée intéressée pour les transformer en maisons de services. Depuis quelques jours ou quelques mois, c'est chose faite par

exemple à Benet en Vendée, à Bray-sur-Somme ou Roisel dans la Somme. Concrètement, La Poste met à disposition des usagers un ordinateur et les postiers reçoivent quelques jours de formation pour répondre aux questions concernant les sept opérateurs partenaires du gouvernement (Pôle emploi, plusieurs caisses de la Sécurité sociale, et donc La Poste).

Le gouvernement table sur la création de mille maisons d'ici fin 2016. Bien sûr, cette transformation rendra sûrement service à beaucoup. Mais, en réalité, c'est moins de services, moins de salariés occupés à des tâches utiles à la population, alors que l'État poursuivra sa politique de désengagement.

Correspondant LO

## Pompiers accidentés : les familles portent plainte

Trois familles de pompiers grièvement brûlés, lors d'une intervention le 10 août dernier, ont décidé de porter plainte. Quatre pompiers s'étaient retrouvés encerclés dans la garrigue près de Gabian, au nord de Béziers, dans l'Hérault. Ils s'étaient réfugiés dans leur camion, muni d'un système d'autoprotection censé arroser le véhicule au milieu des flammes, mais le dispositif ne s'était pas déclenché.

Aujourd'hui, les familles cherchent à comprendre ce qui s'est passé et dénoncent l'opacité de l'enquête. « Dans ce camion, il y a plein de choses qui ne fonctionnaient pas. C'était mentionné sur des cahiers. (...) Plusieurs pompiers ont mentionné que les camions

n'étaient pas aux normes », a affirmé la mère d'une des victimes lors de la conférence de presse.

Le 12 septembre, une bonne centaine de pompiers ont aussi manifesté devant le centre d'incendie et de secours du département, pour protester contre la politique de leur direction.

Le métier de pompier est particulièrement dangereux et les responsabilités de cet accident ne sont pas encore clairement déterminées, mais il est certain que la politique d'économies imposées aux collectivités locales qui financent leur matériel est un obstacle grave à l'efficacité de leurs actions et à leur sécurité.

A. U.

## Lycée Suger – Saint-Denis : grève pour plus de surveillants !

Une grève a commencé au lycée Suger de Saint-Denis le mardi 6 septembre. En effet la veille, premier jour de cours, un surveillant a été agressé à la grille alors qu'il refusait l'entrée à un jeune. Il a été roué de coups, qui lui ont valu quinze jours d'interruption de travail. Tout le monde a été très choqué et la colère s'est rapidement exprimée.



En effet le lycée est situé dans un quartier difficile où les problèmes de violence sont récurrents. Et cela fait des années que les enseignants dénoncent le manque de surveillants pour y faire face.

Le jour de l'agression, le surveillant était tout seul à la grille, et ce n'était pas un accident mais le résultat du sous-effectif. Aussi, dès le lendemain, les professeurs se sont mis en grève. Ils se

sont rendus à l'inspection académique, où ils ont exigé quinze postes de surveillants, au lieu de neuf actuellement pour environ 1300 élèves. Il leur a été répondu qu'un geste serait fait et que les grévistes auraient une réponse sous 24 heures.

La grève a été reconduite le mercredi 7 septembre. Enseignants et élèves se sont rendus au rectorat, où on leur a répondu de façon

méprisante que l'inspection avait déjà eu l'obligation de les écouter. Ils n'avaient qu'à attendre la réponse promise pour le lundi suivant.

Loin de décourager les grévistes, ce mépris a renforcé leur détermination. Non seulement la grève s'est maintenue, mais les élèves et les parents impliqués ont été de plus en plus nombreux. Les initiatives se sont multipliées : banderoles (« Rectorat, où es-tu ? »), distribution de tracts et signature d'une pétition sur le marché, contacts avec les médias, retour à l'inspection, etc.

L'annonce de la création d'un seul poste supplémentaire de surveillant, le lundi 12, n'a fait qu'exaspérer les grévistes. Une centaine d'enseignants, de parents et d'élèves se sont rendus au ministère où ils ont été reçus et « entendus ». Mais, justement, les slogans étaient : « Ras-le-bol d'être entendus, on veut être écoutés » et « Autant de surveillants qu'à Louis-Le-Grand ».

La grève a été reconduite et tous se sentent renforcés par le fait de mener ensemble de multiples actions et de dénoncer une situation trop longtemps supportée.

Correspondant LO

## Lycée Joliot-Curie – Nanterre : les professeurs se font entendre

Les professeurs du lycée Joliot-Curie, à Nanterre, ont démarré une grève le lundi 5 septembre. Le premier jour, 80 % d'entre eux étaient en grève, et 50 % les jours suivants. Ils ont repris le travail lundi 12, mais continuent à faire des actions dans Nanterre.

Ils demandent le maintien de l'éducation prioritaire en lycée. C'est-à-dire pas de classe à plus de 30 élèves, le maintien de leur dotation horaire permettant des dédoublements, des dispositifs d'aide aux devoirs et les dispositifs d'excellence.

Mercredi 7 septembre, environ 70 professeurs de six lycées de la région parisienne ont fait une action happening devant la gare Saint-Lazare, à Paris. Habillés en noir pour signifier la mort de la ZEP, ils ont expliqué le démantèlement de l'Éducation nationale. Ils dénonçaient la politique du gouvernement et du ministère de l'Éducation nationale. Cette action a été très bien accueillie par la population.

Le lycée Joliot-Curie était bien représenté à la manifestation du jeudi 8 septembre, à Paris, à l'appel de l'intersyndicale de l'Éducation nationale. En fin d'après-midi, devant la mairie de Nanterre, une réunion s'est tenue avec une centaine de professeurs et de parents d'élèves qui ont parlé ensemble du maintien de l'éducation prioritaire. Le soir, des professeurs en lutte ont occupé le lycée.

Vendredi 9 septembre, les professeurs ont distribué des tracts à la gare du RER Nanterre-Préfecture pour expliquer leurs actions. En fin de journée, une délégation a été reçue au rectorat de Versailles, pour s'entendre dire en substance que le lycée

Joliot-Curie était privilégié par rapport aux autres lycées en ce qui concerne la dotation horaire. Comme si cela résolvait le problème ! Ils sont aussi intervenus samedi à la fête de l'Humanité, où ils ont reçu un bon accueil.

Mardi 13, les professeurs rendaient visite à leurs collègues du lycée professionnel Langevin à Nanterre, qui eux aussi se sont mis en grève, et des lycées Maurice-Utrillo de Stains, Arthur-Rimbaud de Garges-les-Gonnesse, pour discuter des actions à mener ensemble. Ils étaient déjà allés la semaine précédente dans plusieurs autres lycées qui étaient dans l'éducation prioritaire. Et samedi 17 une manifestation est prévue à Nanterre en direction de la population.

Les enseignants du lycée Joliot-Curie n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

## Collège Vercors Grenoble : en grève

Dix jours après la rentrée, le collège Vercors à Grenoble est toujours fermé. Une grève du personnel, soutenue par les parents d'élèves, a été déclenchée pour réclamer des moyens supplémentaires pour accueillir en sécurité les élèves, dans cet établissement qui a failli être classé REP, situé dans l'un des secteurs difficiles de Grenoble. Avec la rentrée, le collège a perdu deux postes de CUI (demi-postes de surveillance) alors qu'il y a 50 élèves de plus.

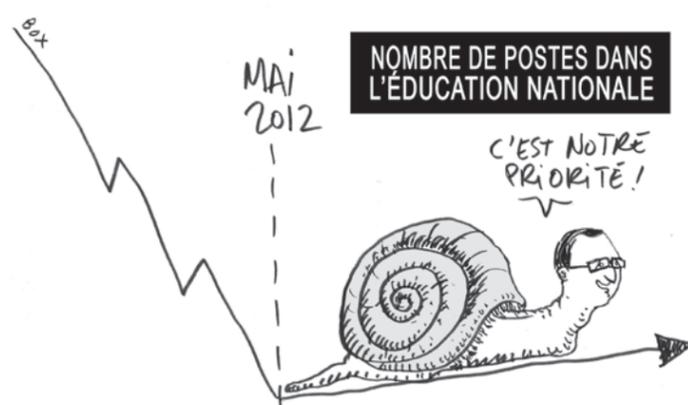
Les grévistes réclament l'équivalent de 1,5 temps plein de surveillance, la reconduction du CUI pour le collègue en poste, et la création d'un poste d'assistant d'éducation (AED). Une délégation de professeurs et

de parents d'élèves a été reçue par l'inspectrice d'académie trois fois, par le cabinet du recteur deux fois, par le directeur adjoint du cabinet du ministre, mais rien n'y fait.

Lundi 12 septembre, un nouveau rassemblement a eu lieu, avec plus de 40 personnes. Le rectorat a commencé à reculer en octroyant un CPE stagiaire et en augmentant légèrement la dotation globale, mais il a refusé d'augmenter les moyens dédiés à la sécurité des élèves et du personnel.

Les grévistes ont décidé d'arrêter leur mouvement le lendemain, contents de s'être fait entendre et d'avoir en partie fait reculer le rectorat.

Correspondant LO



## Beauvais : des jeunes scolarisés jetés à la rue

Depuis presque un an, le conseil départemental de l'Oise a décidé de ne pas renouveler les contrats de jeunes majeurs. Ce dispositif permet de prolonger les aides accordées pendant leur minorité aux jeunes confiés à l'Aide sociale à l'enfance. Ils peuvent en particulier être hébergés gratuitement et recevoir une allocation. Mais dans l'Oise, par « souci de rigueur budgétaire », c'est fini, même s'il y a encore à titre exceptionnel de rares bénéficiaires pour un temps réduit (quelques mois). Cela permet au conseil départemental d'affirmer qu'il délivre toujours des contrats jeunes majeurs.

Résultat : de jeunes migrants scolarisés à Beauvais ont été expulsés de leur foyer et se retrouvent sans toit à la rentrée scolaire. Plusieurs dorment dans la gare de la ville depuis quelques semaines. L'un d'eux, élève de CAP maçonnerie, a vendu son matériel scolaire pour manger. Une autre,

en terminale, travaille comme femme de ménage après ses cours. Heureusement que la direction de leur lycée a trouvé tout naturel de donner à ces jeunes un accès gratuit à la cantine ! Par ailleurs l'absence de contrat jeune majeur va permettre au préfet de l'Oise de refuser d'attribuer un titre de séjour étudiant à ceux qui le demandent, pour absence de ressources suffisantes.

Mercredi 7 septembre, le collectif Solidarité migrants de l'Oise, avec le soutien de la CGT du conseil départemental, est allé protester à l'hôtel du département et réclamer que ces jeunes lycéens soient logés. La réponse est venue : au bout de quelques heures la police a délogé les manifestants.

Rigueur budgétaire ou non, laisser ces lycéens dormir dans la rue, c'est tout simplement inadmissible !

Correspondant LO

## Syrie : trêve en vue de quelle paix ?

**Le secrétaire d'État américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov ont fini par conclure un accord pour un cessez-le-feu en Syrie, à Genève, dans la nuit du 9 au 10 septembre. L'avenir dira si cette trêve, qui a débuté le 12 septembre durera davantage que celle conclue en février dernier. Mais, même si États-Unis et Russie parvenaient à imposer par la suite un accord de paix, de quelle paix s'agirait-il ?**

Le secrétaire d'État américain John Kerry a appelé « tous les acteurs syriens à soutenir le plan auquel sont parvenus les États-Unis et la Russie, pour (...) mettre un terme le plus vite possible à ce conflit catastrophique par un processus politique ». Catastrophique, ce conflit, qui dure depuis cinq ans et qui a fait plus de 300 000 morts, l'est en effet. Il faut rappeler que l'opposition au régime de Bachar al-Assad, qui s'exprimait au début au travers de manifestations populaires, s'est vite transformée en une guerre entre bandes armées : celle du régime syrien, l'armée officielle composée de

325 000 hommes, les bandes de brigands armés, et celles des différents groupes islamistes soutenues par les diverses puissances régionales. La population devint dès lors la victime impuissante des affrontements entre ces groupes.

La politique menée par les États-Unis ne fut pas d'envoyer des troupes. L'exemple de l'Irak, où le régime de Saddam Hussein n'a jamais pu être remplacé par un pouvoir stable, était là pour leur rappeler les risques d'une succession fragile. Aussi continuèrent-ils à aider les milices, suffisamment pour gêner Assad mais sans les

renforcer au point qu'elles gagnent, et à laisser les alliés régionaux agir. Mais le régime de Assad s'est finalement révélé plus solide que prévu. Et, du point de vue des dirigeants impérialistes, il est vite devenu évident qu'une solution politique ne pouvait être trouvée sans Assad.

L'intervention militaire de la Russie en Syrie, commencée à l'automne 2015, est alors venue tirer les dirigeants américains du guépier, en laissant à celle-ci le soin de tenter de rétablir l'autorité du régime d'Assad dont elle est l'alliée. L'accord récent entre Obama et Poutine n'est donc en rien une surprise. Cela fait des mois qu'ils discutent secrètement et officiellement. Ils restent certes concurrents. La Russie cherche à asseoir son influence dans la région. Les dirigeants américains de leur côté voudraient imposer à des puissances régionales

aux intérêts divergents un semblant d'unité derrière eux en utilisant l'objectif de vaincre Daech.

Mais Obama comme Poutine savent que, pour qu'existe ce qu'ils appellent une solution politique, il faut qu'elle soit acceptable par les différentes forces en présence. Il y a les rebelles dits modérés, mais alliés avec les djihadistes de Fatah el-Cham (l'ex groupe al-Nosra), le régime d'Assad soutenu par l'Iran et la Russie, et les puissances régionales jusqu'à opposées au régime en place, la Turquie et l'Arabie saoudite. Ces dernières prétendent aujourd'hui combattre les djihadistes de l'État islamique, après les avoir financés et armés.

Les « conditions pour la reprise du processus politique » restent secrètes, sans doute parce que Russie et États-Unis discutent encore de la façon dont ils pourraient se partager

l'influence sur la Syrie. Ils envisagent peut-être le partage du pays lui-même en zones d'influence, et se demandent encore comment ils pourront imposer leur plan aux parties en présence, du régime d'Assad aux puissances voisines et aux différents groupes rebelles, en excluant a priori les groupes djihadistes.

Cela signifie encore bien des combats, des divisions, des pouvoirs dictatoriaux plus odieux les uns que les autres. Même si la trêve finit par déboucher sur un accord de paix, cela ne signifie pas la fin des souffrances pour la population, dans un pays complètement détruit et éclaté. Pour les classes populaires de Syrie, d'Irak, et de tout le Moyen-Orient, il ne peut y avoir de paix dans ce monde dominé par l'impérialisme.

**Aline Rétesse**

## Afghanistan : l'impérialisme enlisé dans la guerre

**Il y a quinze ans, le 11 septembre 2001, deux avions de ligne aux mains de membres d'al-Qaïda provoquaient l'effondrement de deux tours de Manhattan, tandis qu'un troisième était projeté sur le Pentagone, siège du département de la Défense à Washington, faisant au total quelque trois mille victimes. Un quatrième avion s'écrasait dans la campagne.**

Défié dans sa place financière et son centre de commandement militaire, l'impérialisme le plus puissant de la planète s'engagea alors dans une intervention militaire contre l'Afghanistan, accusé d'héberger l'instigateur des attentats, Ben Laden. Le régime obscurantiste des talibans, dont l'arrivée et le maintien au pouvoir avaient été salués par les États-Unis, fut désigné après le 11 septembre comme l'ennemi à abattre.

Fin 2001, l'Afghanistan, déjà dévasté par vingt ans de guerre, fut donc écrasé sous un tapis de bombes au napalm, d'armes à fragmentation, de mines, qui ont mutilé en particulier un grand nombre d'enfants. Tout cela aboutit à remplacer les talibans par un pouvoir sous la coupe de chefs de guerre regroupés dans l'Alliance du nord, dont la rapacité et les exactions, en particulier contre l'ethnie pachtoune, avaient facilité auparavant la percée des talibans !

Aujourd'hui encore, le gouvernement afghan est

maintenu au pouvoir par une occupation militaire américaine permanente. Le président actuel, Abdullah Abdullah, est un ancien chef de l'Alliance du nord, dont la politique consiste à anéantir un village dès lors qu'il est soupçonné d'aider les talibans. Les talibans n'en contrôlent pas moins une part croissante du pays, un tiers actuellement, et ensanglantent la capitale, Kaboul, par des attentats de plus en plus fréquents.

Depuis que l'ONU a commencé à compter le nombre de victimes civiles en 2009, le bilan se chiffre à quelque 23 000 morts et 41 000 blessés, avec un record de plus de 5 000 victimes pour le seul premier semestre 2016 et un fort accroissement des agressions dues aux forces pro-gouvernementales.

Le gouvernement afghan perpétue l'oppression des femmes, favorisée par la non-scolarisation à l'école primaire qui, selon les chiffres de l'Unicef, touche plus de la moitié des filles et plus d'un tiers des garçons. Le bilan de la plus



Un soldat américain sécurisant le palais à Kandahar.

longue des guerres de l'impérialisme américain est calamiteux, sans qu'aucune issue ne se dessine pour le moment. En 2012, Obama avait annoncé un retrait des troupes combattantes américaines d'ici fin 2014, mais il n'en était plus question le moment venu et, en juillet dernier,

il a annoncé le maintien de 8 400 hommes jusqu'à la fin de son mandat.

Quant à la France, engagée aux côtés des États-Unis depuis 2001, elle a retiré progressivement ses troupes combattantes entre 2012 et 2014, mais les a redéployées dans d'autres opérations, en Afrique notamment, pas

moins calamiteuses que celle des États-Unis en Afghanistan. En quinze ans, la multiplication des interventions impérialistes censées faire la guerre au terrorisme a créé un tel chaos mondial que les foyers de terrorisme n'ont fait que se développer.

**Jean Sanday**

# Ouzbékistan: la mort d'un despote

**Islam Karimov vient de décéder, après trois décennies à la tête de l'Ouzbékistan, un pays d'Asie centrale de 32 millions d'habitants qui est, comme ses voisins ex-soviétiques, une dictature policière où le clan au pouvoir a mis la main sur les principales richesses.**

L'histoire de la région a été profondément marquée par la Révolution russe. Lors de l'arrivée de l'Armée rouge en 1920, ce qui allait devenir l'Ouzbékistan était une colonie récente de l'Empire tsariste, avec des villes au passé prestigieux, Samarcande et Boukhara situées sur la route de la soie, mais une société vivant à l'heure du Moyen Âge.

## L'éclatement de l'URSS, une catastrophe

L'Ouzbékistan a été créé comme une république de l'Union soviétique. C'est dans le cadre de cet État que la région a été industrialisée, les populations alphabétisées, que les femmes, jusqu'alors esclaves domestiques, ont commencé à pouvoir échapper au carcan des traditions patriarcales et religieuses. Dans les années 1960, tout en restant relativement pauvre, l'Ouzbékistan avait atteint un niveau de développement à peine inférieur à la moyenne de l'URSS, mais en tout état de cause bien supérieur, sur un plan économique, social et culturel, à ce que subissaient les peuples des pays voisins extérieurs à l'URSS.

La fin de l'URSS en 1991 a été une catastrophe pour ses populations, plus encore pour celles de sa périphérie. L'Asie centrale soviétique, mosaïque de peuples entremêlés depuis des siècles, a éclaté en cinq États :

Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan. Des barrières se sont dressées à leurs frontières, qui ont coupé entre États différents des mêmes populations et créé partout des minorités nationales que les clans au pouvoir ont désignées à « leur » peuple comme boucs émissaires pour tous ses malheurs.

Toute la production de la région avait été conçue et développée de façon planifiée, à l'échelle de ce pays immense qu'était l'URSS. Les régions montagneuses voisines de l'Ouzbékistan l'alimentaient ainsi en hydroélectricité lors de la fonte des neiges, puis recevaient l'électricité produite par les centrales à gaz d'Ouzbékistan durant la saison sèche. Du jour au lendemain, le système électrique et toute une partie de l'économie, intégrée à celle de l'URSS, se sont effondrés.

## Le pillage des bureaucrates mafieux

Quant aux ressources agricoles, minières et industrielles de la région, elles ont été pillées par les bureaucrates, bazardées aux plus rapaces. Les clans dirigeants ont accaparé les plus profitables, laissant à l'abandon beaucoup d'autres qui ne leur semblaient pas assez, même si elles étaient indispensables à la vie de la population.

Ces clans, tel celui de

Karimov, se sont enrichis prodigieusement aux dépens de ce qui avait été édifié du temps de l'URSS, mais aussi en prenant la tête de trafics d'armes et surtout de drogue, le tout avec la bénédiction des instances religieuses. Intéressées à ces trafics, elles ont effectué un retour en force dans la vie du pays et de ses habitants, avec l'appui des sommets de l'État. Parfois cela avait commencé avant même la disparition de l'URSS.

Karimov, chef du Parti communiste ouzbek depuis 1988, avait marqué sa place de parrain des mafias bureaucratiques régionales en se faisant élire président. Il a alors entraîné le pays dans une fuite en avant nationaliste, réécrivant les manuels d'histoire, faisant remplacer les statues de Lénine par celles de Tamerlan, qui fonda au 14<sup>e</sup> siècle un vaste empire centré sur l'actuel Ouzbékistan.

Karimov a renforcé sa dictature, en mettant la population sous surveillance permanente, en s'appuyant sur la menace islamiste, qu'il avait contribué à susciter, en jouant sur la peur d'une guerre civile entre les nationalités qui composent le pays. Les explosions de mécontentement ont été noyées dans le sang, comme en 2005 à Andijan, où des centaines de civils ont été massacrés.

Face à la crise, aux fermetures d'usines, au démantèlement des kolkhozes, aux salaires non versés, le seul choix pour les jeunes a été durant des années de partir travailler sur les chantiers en Russie. Mais aujourd'hui, du fait du ralentissement de l'économie russe, ce n'est



Poster géant à la gloire du despote.



Après le massacre d'Andijan.

plus guère possible et, quitte à se retrouver sans emploi, ils reviennent ou restent au pays.

Les grandes puissances et leurs milieux d'affaires regardent le pays avec convoitise. Des multinationales du textile achètent à vil prix le coton ouzbek pour leurs usines du Bangladesh ou de Chine. Mais le pays regorge aussi d'or, d'uranium et de gaz, et est situé sur un

carrefour commercial stratégique. Sans doute ces sociétés trouveront-elles des arrangements avec le successeur de Karimov, quitte à lui laisser sa part.

La mort de Karimov ne signifie en rien la fin de la dictature. Les services de sécurité sont toujours bien en place, protégeant les prédateurs qui organisent le pillage du pays.

Serge Fauveau

## Chili : mobilisation contre le système de retraite

**Les 24 juillet et 21 août derniers ont eu lieu des manifestations massives dans tout le Chili, réunissant travailleurs actifs, retraités, familles et jeunes mobilisés contre le système de retraite actuel.**

Celui-ci oblige nombre de travailleurs à continuer de travailler après 65 ans, afin de pouvoir tout juste survivre, dans un pays où le coût de la vie est élevé.

Depuis 1990, les mesures en faveur des grandes entreprises privées et défavorables à la protection sociale, héritées de la dictature militaire de Pinochet, ont été maintenues et même renforcées par les gouvernements civils successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ainsi les administrations des fonds de pension (AFP),

ont été lancées en 1981 par le ministre du Travail de la junte militaire. Imaginé par des économistes et des patrons qui privatisaient alors tout le pays dans tous les domaines, y compris la santé et l'éducation, ce système a d'abord été un moyen de transformer une fraction des salaires en capital pour les grands groupes capitalistes.

Aujourd'hui, ces AFP sont milliardaires, investissant et boursicotant avec l'argent des travailleurs. Au Chili, la concentration de richesse atteint des sommets tandis que

les pensions que perçoivent les retraités sont dérisoires. 91 % des retraités touchent moins de 156 000 pesos mensuels (environ 220 euros), alors que chaque mois les salariés abandonnent 500 milliards de pesos aux AFP appartenant aux grands groupes financiers de la construction, du cuivre, etc.

C'est contre ce racket antisocial et pour exiger un système solidaire de répartition que les travailleurs, les retraités et la jeunesse chilienne sont mobilisés. Le 4 novembre prochain, lors d'une nouvelle journée de grève nationale, ils seront encore nombreux à descendre dans la rue.

Frédérique Lelay

## Bangladesh : ouvriers victimes de la négligence patronale

Le Bangladesh, comme bien d'autres pays d'Asie, ne cesse de connaître des incendies, des effondrements d'immeubles où travaillent des salariés. Le pire a été celui du Rana Plaza en 2013, qui a coûté la vie à plus de 1 100 personnes.

Le 10 septembre, une nouvelle catastrophe s'est produite dans la banlieue de Dacca, la capitale : la chaudière d'une usine d'emballage alimentaire a explosé, provoquant un incendie et l'effondrement de l'immeuble de quatre étages. Pour le moment, les autorités ont recensé 31 morts. Mais il y en aura peut-être

davantage quand le déblaiement sera achevé. Il y a aussi 70 blessés.

Comme toujours, c'est la négligence patronale qui est à l'origine de l'accident. Négligence motivée par l'appât du gain, qui fait l'impasse sur les mesures de sécurité. L'usine fabriquait des emballages pour des produits locaux, mais aussi pour des marques internationales.

Les multinationales tout comme le patronat local et les sous-traitants continuent à faire ce qu'ils veulent et à économiser sur la sécurité, tout comme sur les salaires, qui sont dérisoires.

André Victor

# Italie : retraites de misère pour les travailleurs, profits pour les banques

Votée en 2011, la loi Fornero, du nom de la ministre, faisait encore reculer l'âge de départ en retraite et abaissait le montant des pensions. Le 12 septembre dernier, le gouvernement a entamé des discussions avec les syndicats pour leur présenter les mesures qu'il compte mettre en place pour les futurs retraités.

L'âge de la retraite est fixé à 67 ans et 7 mois pour les hommes, 65 ans et 7 mois pour les femmes, du moins pour les travailleurs les plus âgés. Car, pour les plus jeunes, il ne cesse de reculer. C'est ce qu'illustre la lettre que les travailleurs italiens commencent à recevoir de la part de l'INPS (la Sécurité sociale italienne). Un million de salariés ont ainsi déjà reçu un courrier intitulé *Ma retraite*, qui détaille les conditions dans lesquelles ils pourront partir.

Les exemples donnés par la presse sont édifiants. Ainsi, un salarié de 29 ans, travaillant depuis quatre ans et touchant 11 916 euros brut par an, pourra partir en retraite dans 41 ans et 4 mois. À plus de 70 ans donc, et à condition de ne jamais connaître de période de chômage, il pourra espérer toucher une pension annuelle de 12 643 euros brut !

D'autres mauvais coups concernent les travailleurs ayant cotisé ponctuellement à des caisses différentes de l'INPS : la prise

en compte de ces cotisations dans le calcul de leur retraite n'a rien d'automatique, et surtout rien de gratuit. Pour en bénéficier, ils devront payer des sommes non négligeables.

Mais qu'on se rassure, le gouvernement a réagi. Matteo Renzi a déclaré qu'il souhaite « améliorer le sort des vieux travailleurs les plus fragiles ». Il a donc imaginé un dispositif de départ anticipé baptisé Ape (anticipo pensionistico), qui permettra dès 2017 aux travailleurs âgés de 63 ans de prendre leur retraite 3 ans et 7 mois avant l'âge légal... Une retraite anticipée qu'ils financeront eux-mêmes, par un prêt remboursable sur vingt ans, qui amputera leur future retraite.

Nannicini, sous-secrétaire du Conseil des ministres, qui mène les discussions avec les syndicats aux côtés du ministre du Travail Poletti, donne ainsi l'exemple d'un futur retraité qui devrait toucher 1 000 euros de retraite de l'INPS. S'il souhaite partir en retraite un an avant l'âge



« Pas touche à nos retraites » dans une manifestation de retraités italiens.

légal, il devra rembourser 50 euros par mois pendant vingt ans, sa retraite tombant donc à 950 euros. Et s'il part 3 ans et 7 mois avant, sa retraite de 1 000 euros sera amputée de 200 euros tous les mois.

Les travailleurs souhaitant bénéficier, si l'on peut dire, de ces prêts devront s'adresser à l'INPS, mais ce sont bien les banques qui les accorderont. L'opération sera tout bénéfique pour elles, puisque le remboursement, pris sur la pension de retraite, sera garanti par l'État. Sans oublier que la police d'assurance obligatoire, au vu des risques de voir les retraités mourir

avant d'avoir fini de rembourser, sera elle aussi garantie par l'État.

Les syndicats, CGIL comprise, se disent en accord avec l'esprit général de ces propositions, tout en contestant certains points, comme l'absence de dispositions particulières pour les travailleurs des professions pénibles ou les travailleurs précoces, c'est-à-dire ceux qui ont commencé à travailler très tôt. Le gouvernement, qui veut clore les discussions avec les syndicats à la fin du mois, se dit prêt à examiner leur situation. Peut-être s'engagera-t-il à payer les intérêts et la police

d'assurance, voire à payer la totalité du prêt, comme il l'envisage pour les travailleurs au taux de pension le plus bas.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle mouture de la retraite se situe dans la continuité de la politique du gouvernement Renzi. Après le Jobs Act, qui permet aux patrons d'embaucher et de licencier pratiquement à leurs seules conditions, il entend faire payer les travailleurs pour ce qui était encore un droit il y a quelques années... non sans permettre aux banques de s'enrichir au passage.

Nadia Cantale

# Belgique : à Caterpillar Gosselies, fermeture d'usine et augmentation des dividendes

Vendredi 2 septembre, le directeur financier du groupe Caterpillar est venu annoncer la fermeture du site de Gosselies près de Charleroi, en Belgique. Ce sont 2 200 travailleurs et plus de 5 000 sous-traitants qui sont menacés de perdre leur emploi.

Caterpillar ne perd pourtant pas d'argent. Le groupe a déjà réalisé un bénéfice de 780 millions d'euros au second trimestre, pour un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards d'euros. D'après les comptes déposés à la Banque nationale de Belgique, le site de Gosselies a même rapporté 17,6 millions d'euros aux actionnaires en 2015.

En prétextant sauver l'usine, la direction avait déjà imposé une restructuration en 2013, supprimant 1 400 emplois et aggravant considérablement la charge de travail et la flexibilité des travailleurs

qui restaient. Les coûts salariaux avaient été baissés à cette occasion de 27,7 % !

À l'époque, les responsables politiques et les médias avaient joint leurs voix à celle de la direction de Caterpillar pour presser les travailleurs d'accepter cette restructuration. Les organisations syndicales avaient en particulier participé au chantage écœurant qui consistait à faire dépendre un départ en pré-retraite pour les travailleurs âgés d'un vote avalisant la dégradation des conditions de travail pour les autres, souvent leurs propres enfants.

La direction de Caterpillar évoque le recul des commandes de ses machines dans l'industrie minière, consécutive à la baisse des investissements liée à la baisse des prix des minéraux, notamment du fer. Mais elle se garde bien de parler des milliards de profits versés aux actionnaires pendant les années fastes où l'industrie minière investissait massivement. Pourquoi les travailleurs devraient-ils faire les frais de la crise du capitalisme, qui entraîne une stagnation ou même une régression de l'économie ? Pourquoi les capitalistes qui ont fait des affaires en or à une époque ne réduiraient-ils pas leurs bénéfices ou ne prendraient-ils pas sur les profits accumulés pour éviter que des travailleurs perdent leur travail et

tombent dans la misère ?

Aujourd'hui, les responsables politiques, les journalistes se lamentent : « Que faut-il faire pour sauver nos usines ? » Et d'évoquer la longue litanie d'aides et de faveurs accordées à la multinationale. Le bénéfice a été imposé à 4,7 % en moyenne, grâce aux intérêts notionnels, un dispositif fiscal très apprécié des grandes entreprises. Quant aux salaires, au lendemain de la crise de 2008 le gouvernement belge avait créé des contrats win-win (gagnant-gagnant) pour lesquels 80 % du salaire de ces travailleurs était pris en charge par la Sécurité sociale, donc pris sur les cotisations des travailleurs.

Tous ces sacrifices imposés aux travailleurs, tous ces cadeaux fiscaux, ces

aides ont naturellement été justifiés au nom de la sauvegarde de l'emploi. Mais, en pratique, ils ont servi à gonfler le pactole des actionnaires. C'est ce que reconnaît cyniquement la direction de Caterpillar : « En 2015, nous avons racheté 2 milliards d'actions et augmenté le dividende de 10 %. Maintenir les dividendes est la priorité dans l'utilisation de notre cash ».

De tous les partis politiques et responsables syndicaux qui prétendaient sauver l'entreprise, et qui n'ont fait que sauver les profits, les travailleurs n'ont rien à attendre. Caterpillar a largement accumulé de quoi continuer à payer les salaires, mais il n'y sera contraint que par un rapport de force !

Correspondant LO

## Prisons : situation catastrophique et réponses sécuritaires

**Le 12 septembre, une mutinerie d'une cinquantaine de détenus à la prison de Vivonne, près de Vienne, a déclenché un incendie et fait plus d'une dizaine de blessés. Deux détenus ont été placés en garde à vue.**

Cas rare, cette prison est moderne et pas encore surpeuplée mais un syndicat du personnel a protesté depuis quelques temps contre le regroupement de détenus difficiles qui risquait de transformer le centre en poubelle pénitentiaire.

L'origine de la révolte serait le refus de permission de sortie à un détenu. Quoi qu'il en soit, cet événement, après la récente agression de deux surveillants à la prison d'Osny, met à nouveau sur le devant de la scène le climat de violence latente mais qui finit par exploser.

Toutes les conditions sont réunies pour transformer les prisons en marmites infernales, comme le dénonce la CGT pénitentiaire. Le nombre de détenus a encore augmenté et frôle les 70 000 pour un

peu plus de 53 000 places. Un certain nombre d'établissements pénitentiaires, en particulier en Île-de-France, en sont à 200 % d'occupation. Les prisonniers se retrouvent à trois dans des cellules de deux : 1 600 d'entre eux dorment sur un matelas au sol ; c'est une augmentation de plus de 60 % en un an. La mère d'un jeune homme incarcéré racontait que son fils se trouvait dans une cellule de trois, infestée de rats, sans porte aux toilettes, sans la possibilité de prendre les trois douches réglementaires par semaine.

Adeline Hazan, contrôleur des lieux de privation de liberté, dénonce depuis longtemps les conditions indignes dans lesquelles se trouvent les détenus : manque d'hygiène, difficultés pour faire respecter

leurs droits fondamentaux au travail, à la santé. Les phénomènes de violence sont constants, entre les détenus et aussi avec les surveillants.

Valls vient de déclarer qu'il faudrait créer 10 000 places dans les prisons, pour placer les détenus dans des cellules individuelles, ce qui devrait être la règle depuis longtemps, et des unités dédiées pour les détenus radicalisés. Mais il met surtout en place des mesures répressives, comme des fouilles accrues, renforcées maintenant en raison d'une surenchère politique dans le domaine sécuritaire.

Et même, à supposer que l'augmentation du nombre de places dans les prisons permette temporairement de donner un peu plus d'espace à certains détenus, elle ne résoudrait rien. Comme le dit Adeline Hazan : « L'Histoire a montré que plus on construisait de places, plus elles étaient remplies. »

Sylvie Maréchal

## Unicef : 50 millions d'enfants déplacés dans le monde

**« Près de 50 millions d'enfants dans le monde ont migré au-delà des frontières ou ont été déplacés de force, et il s'agit là d'une estimation prudente. Plus de la moitié de ces jeunes ont fui la violence et l'insécurité - 28 millions au total. » C'est ce qu'affirme un document publié le 6 septembre par l'Unicef.**

Et le rapport d'égrener des chiffres terribles.

À la fin de 2015, sur les 41 millions de personnes déplacées par la violence et les conflits à l'intérieur de leurs frontières, on comptait 17 millions d'enfants. La Syrie, l'Irak et le Yémen étaient les pays les plus touchés. Puis dans le triste décompte, venaient le

Nigeria, le Congo (RDC), la Centrafrique, le Soudan...

À la même date, 31 millions d'enfants vivaient en dehors de leur pays de naissance, dont 11 millions de réfugiés contraints de fuir par crainte de persécutions, venant pour moitié d'entre eux de Syrie et d'Afghanistan.

« Beaucoup, ajoute

l'Unicef, risquent particulièrement d'être maltraités ou détenus, étant donné qu'ils ne possèdent pas de papiers, ne disposent pas d'un statut juridique précis et ne font l'objet d'aucun suivi systématique de santé ».

Le rapport conclut sur la nécessité de combattre la xénophobie et de « lutter contre la cause profonde des conflits, de la violence et de l'extrême pauvreté dans les pays d'origine. »

Mais pour cela, il faudra d'abord en finir avec la société capitaliste qui engendre tous ces maux.

Sophie Gargan

## Sans-papiers : les passagers s'opposent à une expulsion

Mercredi 7 septembre, indignés par la violence exercée par la police sur un ressortissant malien sans papiers, les passagers d'un vol à destination de Bamako ont empêché son expulsion.

La police était allée le chercher au centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, le séparant de sa femme et de son bébé, pour le conduire à l'aéroport de Roissy. Comme il résistait au moment de monter dans l'avion, une dizaine de policiers ont usé de violence à son encontre pour le faire céder. Selon RESF (réseau éducation sans frontières), « les policiers jettent Sekouba Marega à terre, l'un d'eux pose son pied sur sa poitrine en pressant fortement, tandis qu'un autre lui met un casque de boxe. Fortement entravé, il ne peut plus bouger et pourtant un des policiers lui porte un coup de pied dans

la poitrine avant de le monter dans l'avion. Ils le font asseoir à l'arrière de l'appareil. Dès que les passagers commencent à monter, un policier lui presse les parties génitales afin de le dissuader de toute résistance, mais Sekouba [...] crie de toutes ses forces jusqu'à ce que des passagers remarquent sa présence. Quelques-uns s'approchent de lui, l'interrogent malgré les menaces et le fait qu'ils soient filmés. Sekouba explique sa situation. Les passagers, dans leur quasi-totalité, se lèvent et s'opposent à son expulsion ». Les policiers sont alors forcés de le reconduire au CRA de Vincennes, après avoir gardé quelque temps deux passagers pris au hasard.

Placé en garde à vue, Sékouba Marega devait être jugé mardi 13 septembre par le tribunal de Bobigny pour « refus d'embarquement » !

M.L.



## CAC 40 : les profits coulent à flot

C'est la fête pour les 40 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse, qui viennent de publier leurs résultats financiers pour la première partie de l'année 2016. Ce sont 42 milliards de profits, soit une augmentation de plus de 11 % par rapport à 2015, alors que dans le même temps leur chiffre d'affaires a baissé de 3 % !

La palme revient à Pernod-Ricard avec une hausse de près de 380 %. Les banques sont toujours celles qui engrangent le plus de profits avec, par exemple, plus de 4,3 milliards pour BNP-Paribas. Quant aux actionnaires des groupes de l'automobile, ça roule pour eux ! Peugeot, qui a supprimé 17 000 emplois depuis 2013 et qui en est déjà à son deuxième plan de compétitivité, annonce 1,2 milliard d'euros de profit, soit plus de 110 % par rapport à 2015, qui était

déjà une bonne année.

Pour expliquer ces résultats, la presse économique évoque la baisse de l'euro et du prix du pétrole. Mais les raisons principales, ce sont les plans de licenciements massifs, les fermetures d'usines, les baisses de salaires, les augmentations des cadences de travail, l'explosion de la précarité et de l'emploi à temps partiel imposé, la flexibilité, etc.

Pour mener ces attaques, les patrons ont pu compter sur la complicité du gouvernement de gauche. Celui-ci a aussi multiplié les cadeaux fiscaux, comme le CICE qui a rapporté depuis 2013 près de 48 milliards d'euros aux entreprises.

La société s'enfonce dans la crise et dans la misère, mais pour les capitalistes, cela va de mieux en mieux !

Arnaud Louvet



# Alstom – Belfort : prendre sur les profits pour maintenir tous les emplois !

**Mercredi 7 septembre, juste après avoir très rapidement informé les syndicats, la direction d'Alstom a fait son annonce directement aux 480 travailleurs de Belfort, en les réunissant par groupe d'une cinquantaine les uns après les autres. C'est la fermeture de la production et des études de l'usine de Belfort d'ici fin 2018, qui seraient transférées à l'usine de Reichshoffen.**

Seul le service maintenance, TLS, serait conservé, soit entre 50 et 100 personnes. Tous ont été abasourdis par ce coup de massue, même si un tel cynisme a tout de même surpris car dans le même temps, Alstom communiquait largement sur la commande des études du TGV du futur, annonciatrice de productions, d'après la direction.

Celle-ci veut jeter dehors environ 400 travailleurs. Quand elle promet une solution pour chacun, soit très vaguement des reclassements vers les autres usines du groupe et de l'accompagnement, cela fait partie de l'intox des licenciés de haut vol. De plus, la catastrophe sociale de cette fermeture touchera inévitablement les sous-traitants, prestataires, intérimaires. Au-delà, dans les petits commerces, les services, au moins 1 000 emplois seront menacés en cascade.

Mardi matin 12 septembre, le PDG confirmait cette décision aux salariés. Pour justifier ces licenciements massifs, Alstom met en avant de prétendues difficultés, la baisse des commandes en France, une surcapacité. Alstom en difficulté ? Ce groupe du ferroviaire exploite 31 000 salariés dans le monde, 9 000 en France, et il est en réalité riche à milliards. Les bénéfices de l'an dernier sont de l'ordre de 3 milliards d'euros ; le carnet de commandes pèse 30,4 milliards, en augmentation de 7 %. Lors de la

vente de la partie Energie à General Electric, les actionnaires, à commencer par Bouygues, se sont octroyé 3,2 milliards d'euros. Les 20 % du capital en actions que l'État a pris en 2015, c'est aussi 2 milliards qui leur ont été offerts. Sans oublier les aides publiques par millions pour décrocher des contrats, 86 millions de Crédit Impôts Recherche, 6,3 millions de CICE en 2015.

Une poignée de dirigeants, agissant dans le secret d'un conseil d'administration pour le compte de capitalistes qui exigent toujours plus de profits, ont le pouvoir de sacrifier l'emploi de centaines d'ouvriers, après que ceux-ci ont fait depuis un siècle, génération après génération, la prospérité des actionnaires. En fermant une usine pour regrouper la production sur une autre, mais avec moins de salariés, ils veulent plus de rentabilité. D'ailleurs, dans toutes les autres usines du groupe, la fermeture de Belfort a augmenté l'inquiétude pour l'avenir : c'est le cas à Reichshoffen qui n'aurait plus de charge non plus après 2018, à Ornans dans le Doubs, où 200 emplois ont aussi disparu depuis 2013 et à Valenciennes où les travailleurs chôment.

S'il est exact, ce qu'on ne saura peut-être jamais, que ni Hollande, ni le gouvernement, n'ont été mis au courant par Alstom de sa décision de fermer l'usine de Belfort, leur réaction d'étonnement, puis

leur prise en main du dossier, en disent long sur leur aplatissement devant Alstom et sur leur volonté de défendre les intérêts des actionnaires et pas les emplois. Hollande, Valls et ses ministres qui promettent la « mobilisation de tous » pour rechercher des commandes au-delà de 2018 avec l'« objectif de pérenniser le site de Belfort », mènent une campagne

d'enfumage à destination des travailleurs et de la population qui ne devraient pas désespérer d'être « sauvés », à condition d'être « patients ». Et tous les élus et hommes politiques de tout bord y contribuent.

Dans les ateliers et les bureaux, les travailleurs accusent le coup, personne ne travaille. Beaucoup voudraient se raccrocher à l'espoir de nouvelles

commandes pour Belfort, mais la nécessité de relever la tête pour s'opposer à la fermeture de l'usine fait son chemin. Du travail, il y en a et les actionnaires regorgent d'argent ! Lutter pour imposer la répartition du travail entre tous, entre tous les sites, sans perte de salaire est la seule perspective réaliste pour les travailleurs.

**Correspondant LO**



Rassemblement contre la fermeture d'Alstom à Belfort.

## Licenciements : ça continue

Les 5 000 suppressions d'emplois annoncées à SFR et les près de 500 chez Alstom, qui font la une de l'actualité, sont malheureusement bien loin d'être les seules.

La banque internationale HSBC veut supprimer des milliers d'emplois dans le monde pour faire des économies. 466 devraient concerner la France pour 2018. Le groupe Hitachi, qui réalise de plantureux bénéfices, a annoncé la fermeture d'une usine de 170 salariés dans le Loiret. Le géant Philips, dont les bénéfices dépassent le milliard

d'euros, veut fermer deux usines, l'une près de Lyon, l'autre à Lamotte-Beuvron, condamnant 230 emplois. Alcatel-Lucent, qui a été racheté par Nokia, lequel réalise près de 2,5 milliards de bénéfices, a prévu des milliers de suppressions d'emplois dans le monde, dont 356 en France... pour le moment. La Société générale, qui a fait près d'un milliard de bénéfices rien qu'au premier trimestre de cette année, prévoit 125 suppressions d'emplois, et davantage d'ici 2020. Le groupe mondial de logistique et transport Gefco, qui fait

aussi de solides bénéfices, annonce pour le moment 134 emplois en moins. Le groupe pharmaceutique Servier, qui emploie 21 000 personnes dans le monde et a réalisé 352 millions d'euros de bénéfices en 2015, a annoncé la suppression de 600 emplois.

Et à côté de ces licenciements qui sont connus, il y en a bien d'autres dans de grandes ou de petites entreprises. Pour arrêter cette vague, il faut d'urgence interdire les licenciements.

**André Victor**

## Industrie automobile : dangers publics

La presse internationale révèle que le constructeur automobile General Motors (GM) avait mis en concurrence les fabricants japonais Takata et américano-suédois Autoliv pour la fourniture d'airbags, à la fin des années 1990. Sollicités par GM pour s'aligner au moindre coût, les ingénieurs d'Autoliv avaient signalé que les airbags Takata – moins chers que

les leurs – comportaient des composants chimiques sensibles à la température et à l'humidité et potentiellement explosifs.

Dans leur course à l'argent, les actionnaires de GM optèrent tout de même pour les airbags dangereux, sans doute responsables de près d'une vingtaine de morts dans le monde et du plus grand rappel de voitures dans l'histoire de cette

industrie, touchant également Honda et d'autres constructeurs. Takata produisit massivement ces airbags et Autoliv se tut sur ce scandale afin de ne pas compromettre de futurs marchés.

Et voilà comment un grand groupe peut fournir au public des produits dangereux, bien abrité derrière le secret industriel et commercial.

**Correspondant LO**

## Ami(e)s de la Commune : fête le 24 septembre

L'association les Ami(e)s de la Commune de Paris organise comme chaque année sa fête en mémoire des travailleurs insurgés de 1871.

La fête aura lieu samedi 24 septembre, de 14 h à 20 h, place de la Commune, Paris 13<sup>e</sup>. Au programme : Riton et son orgue de barbarie et Jean-Marc ; Nag'Air (Malène et

Fanchon) ; théâtre : « Le rendez-vous du 18 mars » ; le groupe de musique la Cascade ; le chanteur Utge Royo et bien sûr une allocution de l'association.

La place de la Commune est située à l'angle des rues de la Butte-aux-Cailles et de l'Espérance. Métro Place d'Italie ou Corvisart. Pour en savoir plus : [www.commune1871.org](http://www.commune1871.org)

## SNCF Rhône-Alpes : contrôleurs supprimés dans les trains

**Autour de Lyon et Saint-Étienne, depuis début septembre, la SNCF fait circuler des trains régionaux sans contrôleur à bord. Il s'agit d'une expérimentation sur quelques lignes où, selon la SNCF, les voyageurs sont des habitués qui n'ont pas besoin de l'aide d'un contrôleur.**

Elle ne manque pas d'air, car c'est d'abord elle, la SNCF, qui veut se débarrasser des contrôleurs. Et cela s'étendrait partout dans la région en décembre prochain.

Il y a plusieurs années que ce projet est dans l'air. Sur le plan technique, les trains ont été équipés de l'EAS (équipement à agent seul), censé permettre au conducteur de se passer du contrôleur. Les contrôleurs et les conducteurs s'y sont opposés. Tous voyaient le recul de leurs conditions de travail, et de la sécurité pour eux et les voyageurs. Ils ont été soutenus par des associations d'usagers. La direction a dû retarder son projet.

Aujourd'hui, la SNCF a mobilisé de nombreux chefs, parfois venus d'autres régions, pour accompagner les conducteurs et faire semblant d'être à leur écoute. Elle veut éviter les réactions de colère contre son projet et ainsi atteindre son but : faire des économies aux dépens des agents et des usagers.

Désormais, les contrôleurs interviendraient en brigade, ce qui permettrait à la SNCF de supprimer

des dizaines de postes et d'imposer un recul de leur rémunération, avec la perte de primes. Quant aux conducteurs, ils se retrouveraient seuls à gérer les problèmes. Le 25 juillet dernier, un TER Metz-Verdun s'est arrêté en pleine voie suite au malaise du conducteur. En l'absence de contrôleur, ce sont les voyageurs qui ont dû gérer eux-mêmes la situation et alerter les secours.

Pour les voyageurs, c'est donc aussi un recul. Les personnes à mobilité réduite, par exemple, n'auraient plus les contrôleurs pour les aider dans leurs

déplacements, comme cela se faisait à la gare de Per-rache. Et en Alsace, où la suppression de la présence systématique des contrôleurs est déjà appliquée, les problèmes de sécurité et les agressions ont augmenté dans les trains concernés. Ces problèmes, la direction se garde bien de les évoquer et prétend que tout se passerait bien dans les régions où il n'y a plus systématiquement de contrôleur dans les trains.

Pour le moment, il n'y a pas encore eu de vraie réaction à cette attaque de la direction, mais les conducteurs continuent de penser que se trouver seul à bord, sans contrôleur, est un recul grave des conditions de travail et de sécurité. Avec les contrôleurs et les agents des gares, ils n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO



TIM DOUET

## La Poste Villeneuve-d'Ascq : là aussi, le profit peut tuer

**Une factrice de Villeneuve-d'Ascq, dans le Nord, porte plainte contre La Poste pour non-assistance et mise en danger de la vie d'autrui. En février dernier, elle avait été victime d'un malaise sur son lieu de travail.**

Après avoir fait pression pour qu'elle revienne travailler alors qu'elle se sentait mal, ses chefs ont refusé d'appeler les pompiers, estimant qu'elle devait d'abord finir son travail. Ce n'est que trois heures après sa prise de service, et devant l'insistance d'un syndicaliste du CHSCT, qu'une de ses supérieures a fini par appeler les secours. À l'hôpital, on lui a alors diagnostiqué un AVC, doublé d'un problème cardiaque.

À 25 ans, cette travailleuse a cumulé les contrats précaires à La Poste depuis 2009. Après plusieurs CDD, et profitant des subventions de l'État, La Poste lui a proposé ensuite un contrat d'apprentissage. Ainsi La Poste a continué à lui donner de faux espoirs, tout en passant outre à la loi avec des contrats antidatés, des appels pendant ses arrêts maladie, etc. « Tu dois encore faire des efforts si tu veux ton CDI », lui disaient régulièrement ses chefs. Le stress et la fatigue ont ainsi dégradé son état de santé jusqu'à l'accident.

De nombreux postiers sont indignés par ce qui est arrivé à leur collègue. Elle garde des séquelles graves de son accident vasculaire, qui auraient pu être évitées si les secours avaient été appelés plus tôt.

Ce qui fait aussi réagir, c'est que le militant syndical qui a insisté pour que l'encadrement appelle les secours a été sanctionné par la direction dans les jours qui ont suivi l'incident. Il est maintenant suspendu de ses fonctions et risque d'être licencié.

Un rassemblement de soutien était prévu jeudi 15 septembre devant le site de Villeneuve-d'Ascq, à l'appel de SUD et de la CGT.

Ce drame est une conséquence du système d'exploitation des CDD que La Poste met en place depuis des années, en se constituant un vivier de main-d'œuvre corvéable. Il s'en est fallu de peu que la course à la rentabilité imposée par la direction ne tue cette salariée.

Correspondant LO

## Livreurs à vélo : les autoentrepreneurs se rebiffent

**Dimanche 11 septembre, de nombreux livreurs de repas à vélo, membres d'un collectif né sur Facebook, manifestaient à Paris pour protester contre la précarité de leur travail et réclamer des droits.**

Des sociétés comme Foodora, Delivero, Tok Tok Tok leur imposent le statut d'autoentrepreneur et leur font miroiter des revenus élevés. Les manifestants dénonçaient le fait qu'ils avaient tous les inconvénients de l'emploi salarié sans en avoir aucune des garanties.

Comme le veut leur statut, ces livreurs sont considérés non comme des employés mais comme les clients des sociétés. Une application Internet les met en relation avec les acheteurs et les restaurateurs

préparant les plats. Ils sont payés à chaque course, ce qui les pousse à en multiplier le nombre, quitte à prendre des risques. La société prélève sa part au passage. Ils n'ont pas d'assurance en cas d'accident, ni de congés payés. Le tarif de la course est déterminé par la société, et des manifestants expliquaient que leur revenu avait tendance à baisser au fur et à mesure qu'augmente le nombre de jeunes attirés par le travail de coursiers.

En cas de faillite de la société, ils ne touchent

pas le chômage. Cela est arrivé aux livreurs travaillant pour la plateforme Take Eat Easy qui a fermé le 26 juillet dernier. Ses 2500 coursiers ont dû également faire une croix sur le paiement des courses effectuées en juillet. La faillite est d'autant plus facile que ces sociétés n'ont pas de salariés, mais juste des clients. Elles lèvent des fonds sur les marchés financiers, réalisent des profits grâce aux mollets de coursiers, puis leurs propriétaires peuvent baisser le rideau. C'est ce que, dans le capitalisme dit moderne, on appelle une start-up.

Uber, la plateforme qui concurrence les taxis, a été l'une des premières à appliquer ce système. Là

aussi, autoentrepreneur rime avec surexploitation. Le secrétaire du syndicat UNSA du secteur, cité par le mensuel *Alternatives Économiques*, estime qu'une fois prélevés ses 20% par Uber, et déduits l'amortissement ou la location du véhicule, le carburant, les frais d'entretien, les cotisations sociales et la comptabilité, le chauffeur n'atteignait même pas le niveau du smic mensuel en travaillant 70 heures par semaine.

En janvier dernier Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, se félicitait du succès de la formule. Il déclarait : « Des jeunes, souvent victimes de l'exclusion, choisissent l'entreprenariat individuel

parce que, pour beaucoup de jeunes aujourd'hui, c'est plus facile de trouver un client que de trouver un employeur. » Créer son entreprise est donc la voie dans laquelle les agents de Pôle emploi sont sommés d'orienter les chômeurs. Les rapaces d'Uber et des sociétés de livraison de nourriture tirent profit de la situation, via leurs applications Internet, pour priver de tout droit les travailleurs qui les enrichissent.

Heureusement, comme l'ont montré les livreurs de repas et avant eux les chauffeurs d'Uber, Internet peut aussi servir à se regrouper, à s'organiser et à manifester pour se faire respecter.

Daniel Mescla

## Liffré : fermeture de l'abattoir

Troisième entreprise d'abattage d'animaux de boucherie de France, la SVA Jean-Rozé, filiale d'AgroMousquetaires, a annoncé la fermeture prochaine de son abattoir de Liffré, en Ille-et-Vilaine, au nord de Rennes. Elle veut regrouper l'activité de ses abattoirs sur deux établissements au lieu de trois actuellement, pour « rester compétitive, pérenniser l'emploi, moderniser ses abattoirs et rééquilibrer ses capacités de production ». La plupart des 189 salariés permanents devront aller travailler à Vitry, à 26 km.

L'entreprise justifie son choix par une baisse de la consommation de la viande bovine en France. Pourtant le groupe Mousquetaires (Intermarché, Netto, Bricomarché...), troisième groupe de grande distribution en France avec près de 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires et propriétaire

d'AgroMousquetaires, se porte très bien. Il annonçait pour l'année 2015 : « Malgré un contexte particulièrement difficile, nous avons poursuivi notre dynamique de croissance et renforcé nos positions économiques dans tous nos pays. »

Pour le maire de Liffré, qui est aussi vice-président socialiste de la région Bretagne, chargé de l'économie, « l'annonce de la fermeture du site de Liffré est un choc pour les salariés, les familles et le territoire ». Mais, pas rancunier, il dit « avoir fait savoir à AgroMousquetaires et à Intermarché notre entière disponibilité pour tout projet visant à maintenir une activité économique et des emplois sur le territoire ».

Pour aider les trusts à augmenter la productivité au détriment des salariés, les représentants du PS sont toujours disponibles.

Correspondant LO

## Bâtiment – Paris : traite des humains sur un chantier

Depuis le 7 septembre, 25 ouvriers du bâtiment sont en grève, dans le très chic 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La démolition de l'ancien siège de Michelin est ainsi complètement arrêtée.

La totalité des ouvriers ont cessé le travail suite à deux accidents sur le chantier, que leur patron a voulu camoufler. Le 6 septembre, il a refusé qu'une ambulance vienne pour transporter à l'hôpital un ouvrier malien tombé d'un échafaudage et victime d'une fracture ouverte du bras. Ce sont ses collègues qui ont alors pris les choses en main pour qu'il soit soigné.

En fait, ces 25 ouvriers sont sans papiers, bien que certains travaillent en France depuis plus de dix ans, et sans contrat de travail. Ils sont parfois payés en liquide, ou bien on leur donne une fiche de paye factice. Leur patron, craignant que le dernier accident n'attire l'attention sur cette situation, leur a demandé de ne plus venir dès le lendemain. Les ouvriers ont riposté par la grève.

Avec l'aide de la CGT, ils réclament la régularisation de leur situation de salariés, avec de véritables contrats de travail, et d'habitants de ce pays, avec des papiers en règle.

La banderole accrochée à l'entrée du chantier en témoigne : « Nous sommes des travailleurs de France. Traite des humains, travail dissimulé, exploitation... Ça suffit ».

En remontant la chaîne de sous-traitance, on trouve le véritable donneur d'ordres : Covéa, une filiale des sociétés d'assurances mutuelles GMF, MAAF et MMA, qui a le culot d'assigner les 25 ouvriers en justice pour obtenir l'évacuation du chantier. Mais ceux-ci ne semblent pas prêts à céder à cette pression.

Lucien Déroit

## Nestlé – Beauvais : le travail est pénible, le gouvernement aussi !

À l'usine de crèmes glacées Nestlé de Beauvais, chacun vient de recevoir le décompte de ses quatre premiers points de pénibilité pour l'année 2015.

Ce compte pénibilité a été créé par le gouvernement actuel. Il consiste à accorder des points selon des critères assez stricts, incluant le travail de nuit et le travail répétitif, critères applicables à l'usine Nestlé de Beauvais. Avec dix points de pénibilité,

donc deux ans et demi de travail chez Nestlé, on gagne un trimestre de retraite, dans la limite de huit trimestres.

Au bout de dizaines d'années dans cette usine de production, certains commençaient déjà à calculer l'heure de la délivrance. Hélas, le décompte ne commence qu'à partir de 2015. Les années passées en équipes, de nuit, ou à des tâches pénibles qui n'existent plus aujourd'hui,

comptent pour du beurre !

Une arnaque gouvernementale en cachant une autre, les dix premiers points sont obligatoirement affectés à des actions de formation, et ne peuvent donc être cumulés pour partir plus tôt. Autant dire que, pour la plupart des 300 salariés actuels de Nestlé Beauvais, cette loi se révèle de la poudre aux yeux.

Correspondant LO

## Triskalia – Glomel : des salariés mis en danger

Deux anciens salariés du site Triskalia de Glomel, dans les Côtes-d'Armor, ont organisé une conférence de presse vendredi 9 septembre à Rennes. Ils cherchent à faire reconnaître la responsabilité de leur ancien employeur dans leurs graves problèmes de santé actuels.

Triskalia est une coopérative géante qui a réalisé en 2015 un bénéfice de plus de 20 millions d'euros. Elle emploie 4800 salariés sur 300 sites et a déjà été condamnée à plusieurs reprises pour de graves manquements à la sécurité, notamment à Plouisy, près de Guingamp. Ainsi, en 2014, elle a été reconnue

coupable d'avoir surdosé les insecticides versés dans un silo qu'elle avait arrêté de ventiler pour des raisons d'économies. Quatre salariés avaient été gravement intoxiqués, puis licenciés pour inaptitude. En 2015, le suicide d'un chauffeur-livreur du même site a été reconnu comme accident du travail : ce salarié avait mis

fin à ses jours sur son lieu de travail quelques mois après avoir reçu dans l'œil des poussières d'aliments médicamenteux pour le bétail.

Ces ex-salariés de Glomel, de leur côté, ont travaillé pendant plus de vingt ans dans un entrepôt de produits phytosanitaires (pesticides), classé Seveso seuil haut. Ils racontent avoir manipulé certains de ces produits à mains nues, sans masque ni gants. Ils ont développé tous les deux des troubles faisant penser à des intoxications, ainsi que des cancers dont l'origine pourrait être liée au contact prolongé avec les pesticides. Ils demandent la reconnaissance de leurs maladies comme maladies professionnelles.

Le groupe Triskalia continue à prétendre qu'il respectait les règles de sécurité. Mais les autres affaires dans lesquelles il a été condamné montrent qu'il n'hésite pas à utiliser les pires mensonges pour éviter d'indemniser les salariés malades. Peu importe la santé des travailleurs, tant que les profits rentrent !

Claire Dunois



## Renault – Douai : une exploitation qui conduit au suicide

Michel, technicien du bâtiment B1 à l'usine Renault de Douai, s'est suicidé chez lui le 23 août, à l'âge de 52 ans, le jour où il était censé reprendre le travail. Il a laissé une lettre où il accuse Renault et une partie de son encadrement de lui avoir rendu la vie impossible.

Un tel drame n'est malheureusement pas surprenant. L'ambiance s'est nettement dégradée dans l'usine depuis l'arrivée de ce que Renault nomme le haut de gamme.

Cinq modèles différents sur une chaîne unique, des cadences de folie, mais

aussi la pagaille généralisée, les malaises sur chaîne : voilà le quotidien de l'usine. À cela s'ajoutent les pressions insupportables de certains chefs contre ceux qui sont accusés de ne pas travailler assez vite ou d'être trop souvent malades.

Mais de tout cela Renault ne veut surtout pas entendre parler. Interpellé à propos du suicide au comité d'entreprise, le directeur a répondu : « No comment ! » Autrement dit : silence, laissez-nous faire du profit tranquillement.

Correspondant LO

# Hôpital - Vénissieux : urgence aux urgences

Le personnel des urgences de l'hôpital mutualiste Les Portes du Sud, à Vénissieux, est en grève depuis lundi 12 septembre. Il en a assez de ne pas être entendu.

Depuis des années, les travailleurs du service demandent à être plus nombreux, afin de réduire le temps d'attente des patients. En effet il y

a actuellement trois infirmières le jour et deux la nuit, pour 80 passages aux urgences par jour, et les infirmières doivent aussi faire le travail de brancardier.

Le fait de pouvoir s'occuper plus vite des patients pourrait aider à faire baisser l'agressivité de certains, car les agressions verbales et physiques sont

quotidiennes. En particulier, l'hôpital reçoit régulièrement des personnes atteintes de coups de couteau ou autres blessures, venant de Vénissieux et des communes voisines, qui pour éviter la police n'ont pas voulu appeler les pompiers ou se rendre dans les hôpitaux des Hospices civils de Lyon. Il y a bien un agent de sécurité quelques

heures par jour, mais c'est nettement insuffisant.

Les infirmières, aides-soignantes et agents administratifs sont tous en grève, mais au travail car réquisitionnés.

Les grévistes demandent aussi que toutes leurs heures de travail soient payées. En effet, en travaillant 12 heures 30, sans compter les relèves,

on ne leur en paye que 11 heures 30.

Une première réunion avec la direction a eu lieu, sans résultat, et la direction devait donner des réponses mardi 13 septembre. Pour décider de la suite, les grévistes attendent de voir si leurs revendications seront entendues.

Correspondant LO

# Centre hospitalier du Nord-Mayenne : une rentrée offensive

À Mayenne, dès la rentrée, les salariés du centre hospitalier du Nord-Mayenne (CHNM) ont relevé la tête contre les restrictions budgétaires.

Ils dénoncent la fermeture de 36 lits d'hospitalisation répartis dans les différents services et la suppression de 25 postes de soignants. Ils protestent également contre le nombre élevé de contractuels (25% des 1100 salariés), affectés à des postes permanents et remerciés de façon méprisante par la direction, sous prétexte que leur contrat n'entre plus dans les règles de renouvellement. Durant l'été, la direction a fait la chasse aux affiches et aux banderoles revendicatives, mais cette attitude n'a pas découragé les travailleurs, loin de là.

Dès la rentrée, ceux-ci ont voulu réagir. Mardi 6 septembre, à l'appel des organisations syndicales, une réunion publique a rassemblé près de 250 personnes. Cela signifie un soutien important de la population mayennaise. Cette réunion a entre autres débouché sur la création d'un collectif d'usagers pour la défense de l'hôpital. Un préavis de grève a été déposé pour jeudi 8 et une manifestation organisée. Et cela a été un succès :

À 15 h c'est un cortège coloré et revendicatif de 400 personnes qui est parti de l'hôpital pour se faire



Rassemblement devant le centre hospitalier du Nord-Mayenne.

entendre dans la ville. Un circuit de plus d'une heure a permis de s'adresser à la population, qui a réservé un bon accueil à ce défilé dynamique.

Les manifestants ont terminé leur parcours sous les fenêtres de la direction et, cette fois, elle n'a pas pu ignorer les banderoles ou faire taire les slogans.

Les participants sont contents de cette action,

mais bien conscients que cela ne suffira pas. Le 13 octobre prochain, un rendez-vous est pris avec le délégué départemental de l'ARS (Agence régionale de santé) et déjà les contacts sont pris avec les salariés du centre hospitalier de Laval, où siège l'ARS, pour envisager une action commune.

En effet des mouvements ont eu lieu déjà en

juin à Laval et Château-Gontier, sur des problèmes similaires. Contre ces restrictions, rien de tel que se battre ensemble, pour multiplier les chances de se faire entendre. C'est d'ailleurs pourquoi les travailleurs du CHNM participeront aussi à la manifestation du 15 septembre prévue contre la loi travail.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

| Tarif des abonnements                          | Lutte ouvrière |       | Lutte de classe |
|--|----------------|-------|-----------------|
|  | 6 mois         | Un an | Un an           |
| Destination                                    |                |       |                 |
| France, Outre-mer                              | 20 €           | 40 €  | 15 €            |
| Outre-mer avion                                | 28 €           | 56 €  | 17 €            |
| Union européenne de l'Ouest, Suisse            | 38 €           | 76 €  | 21 €            |
| Reste de l'Europe                              | 35 €           | 70 €  | 20 €            |
| Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie | 42 €           | 84 €  | 22 €            |
| Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie  | 46 €           | 91 €  | 24 €            |

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
**Pour les malvoyants**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# États-Unis : une vedette du sport contre le racisme

**Fin août, lors de son premier match de la saison de football américain, Colin Kaepernick, joueur professionnel et vedette de l'équipe de San Francisco, a décidé de rester assis au moment où tout le stade se levait, comme d'habitude, lorsque l'hymne national américain retentissait. Ce geste n'est pas passé inaperçu.**

Kaepernick, un Noir élevé au sein d'une famille blanche, ne voulait pas se « lever pour rendre hommage au drapeau d'un pays qui opprime les Noirs et les gens de couleur ». Trois événements récents l'ont décidé à protester publiquement : une manifestation de l'extrême droite blanche devant le siège de l'organisation antiraciste NAACP à Houston ; l'interdiction faite à des lycéens en Arizona de porter le tee-shirt « black lives matter » (la vie des Noirs compte), slogan de ceux qui protestent contre les meurtres racistes perpétrés par des policiers ; et l'assassinat d'un Noir à Milwaukee par la police, qui a provoqué de violentes manifestations de colère.

Le geste politique de Kaepernick rappelle celui d'autres sportifs noirs américains dans les années 1960, au moment où bien des Noirs combattaient le racisme d'État : aux Jeux Olympiques de Mexico deux sprinters, Tommie Smith et John Carlos, avaient baissé la tête et levé le poing sur le podium au moment où l'hymne était joué en mondiovision. Le boxeur

Mohamed Ali avait refusé d'être embrigadé dans l'armée américaine qui menait la guerre au Vietnam en déclarant : « aucun Vietnamien ne m'a jamais traité de nègre ». Les autorités américaines leur avaient fait payer cette dénonciation du racisme en s'en prenant à leur carrière sportive.

Kaepernick est conscient du risque qu'il prend : « même s'ils me prennent le football, je sais que ce que j'ai fait est juste ». Il a renouvelé son geste déjà deux fois et quelques autres sportifs ont fait de même. Jusqu'à présent ils

n'ont subi aucune sanction. En effet, depuis quelques années les brutalités policières envers les Noirs ne passent plus inaperçues. Des manifestations s'y opposent régulièrement.

Colin Kaepernick ne dénonce pas uniquement les policiers qui brutalisent les Noirs, il met aussi en cause les autorités qui leur donnent une arme et le pouvoir de s'en servir, et les laissent en place même lorsqu'ils tirent sur un homme désarmé. Constatant que « le pays a élu deux fois un président noir mais que bien des choses n'ont pas changé », il n'a pas d'illusion sur la prochaine élection présidentielle : « Vous avez Hillary Clinton qui a qualifié les adolescents noirs de super-prédateurs et Donald Trump qui est ouvertement raciste. »

Lucien Détroit



Colin Kaepernick, au centre.

# Église : miracle de la crédulité

**Le 4 septembre, le Pape a promu Mère Teresa au rang de sainte pour avoir guéri « miraculeusement » un cancer et une tumeur cérébrale car, selon le protocole de l'Église, il faut avoir accompli deux miracles pour mériter la sanctification... Cette cérémonie digne d'un autre temps a pourtant été couverte et retransmise en direct par les médias du monde entier.**

Ceux-ci ont repris complaisamment à leur compte l'image de « femme au grand cœur » que la propagande de l'Église tente de donner de la nouvelle sainte. Mais mère Teresa défendait surtout des idées ultraréactionnaires. Toute sa vie elle a combattu la contraception, l'avortement, et même le divorce. Contre la contraception – donc aussi le préservatif – elle fut implacable, même en pleine propagation du sida. Contre l'IVG, elle déclara dès 1979 en recevant le prix Nobel de la Paix : « C'est la plus grande menace pour la paix,

une guerre contre l'enfant, un meurtre par la mère elle-même. »

Son amitié, la prétendue petite sœur des pauvres la réservait aux riches, comme Jean-Claude Duvalier – le dictateur d'Haïti, qui lui remit la Légion d'Honneur en 1981 –, ou Charles Keating, un milliardaire américain qu'elle défendit dans un procès en escroquerie en 1992.

Quant aux pauvres, elle les aimait... à condition qu'ils souffrent et qu'ils meurent – en silence. Une ancienne volontaire d'un hospice de la charité de Calcutta a avoué : « Chez

Mère Teresa, on glorifie la souffrance, on ne la soigne pas ». Les malades racontaient qu'on n'y recevait pas de soins, que l'hygiène était déplorable et que les religieuses n'avaient aucune compétence médicale. Quand quelqu'un proposa d'installer un chauffe-eau pour éviter aux malades de se laver à l'eau froide, on lui répondit : « On ne fait pas ça. C'est la volonté de Jésus ». Lors des nombreuses inondations en Inde ou après la catastrophe de Bhopal en 1984, Mère Teresa offrit des prières et des médailles, mais pas d'aide matérielle.

Une vie à prêcher la souffrance aux pauvres tout en bénissant les riches : normal que l'Église reconnaisse en cette militante moyenâgeuse un de ses meilleurs porte-voix.

Julie Lemée

# Commission européenne : concours de morale

En juillet dernier, José Manuel Barroso avait défrayé la chronique en acceptant un poste de dirigeant chez Goldman Sachs, pour aider la banque à gérer le Brexit. Ce recrutement avait fait scandale. Comment un ancien président de la Commission européenne, de 2004 à 2014, pouvait-il accepter un haut poste de dirigeant dans une banque connue pour avoir contribué à la crise financière de 2008 ? Des fonctionnaires européens avaient parlé de « coup de poignard dans le dos », et une pétition contre ce pantouflage a déjà recueilli 14 000 signatures. Même Hollande, généralement peu regardant sur ce genre de choses, avait parlé de nomination « moralement inacceptable ».

Seul Jean-Claude Juncker, son successeur à la tête de la Commission

européenne, n'a rien trouvé à dire d'autre qu'un vague « je ne l'aurais pas fait moi-même », en précisant que Barroso n'avait enfreint aucune règle écrite.

Il est vrai que Jean-Claude Juncker lui-même, ancien premier ministre du Luxembourg, avait été le principal instigateur d'accords secrets avec les multinationales pour minimiser leur imposition, faisant du Luxembourg un paradis fiscal. Comme défenseur de la déontologie, on peut trouver mieux.

Mais Juncker pourra bientôt dire qu'il a changé. Sous la pression des autres dirigeants de la Commission européenne soucieux de « la confiance que portent les citoyens en leurs institutions », il serait prêt à durcir les règles... pour les générations futures.

Bertrand Gordes

# Animateurs périscolaires : contre un gouvernement tricheur

**Les animateurs employés par les mairies pour intervenir dans les écoles maternelles et primaires relancent leur mouvement de protestation et appellent à une journée de grève le lundi 19 septembre.**

Ce jour-là plusieurs syndicats du secteur appellent à une mobilisation pour dénoncer un décret qui réduit le taux d'encadrement des enfants. Ces animateurs sont plus nombreux à intervenir dans les écoles pour assurer les activités périscolaires depuis que le gouvernement a fait passer sa réforme des rythmes scolaires en 2012. Dès le début, ils ont protesté contre la précarité de leur statut. Ils se voient en effet obligés de multiplier petits contrats à temps partiel et vacations pour parvenir à un salaire complet. Ils réclament donc des contrats non précaires de 35 h par semaine.

Bien loin de répondre à leurs préoccupations, le gouvernement a profité de l'été pour aggraver leurs conditions de travail, en passant un décret augmentant le nombre d'enfants pouvant être encadrés par un animateur. Ce décret, pris le 2 août, fait passer de 10 à 14 enfants la limite maximum par animateur pour les enfants de moins de 6 ans, et la porte de 14 à 18 enfants pour ceux de

plus de 6 ans. De plus, le texte prévoit d'inclure les intervenants ponctuels dans le calcul des taux d'encadrement. Cet « assouplissement », comme ose l'appeler le gouvernement, était déjà en vigueur depuis 2013 à titre expérimental. Il est désormais pérennisé par le décret. Les animateurs en réclament le retrait et dénoncent la dégradation de la qualité de leur travail et de la sécurité des enfants.

Le gouvernement Hollande a fait reposer sur les communes le poids financier de sa réforme des temps scolaires dans le primaire. Chaque commune doit financer le volet animation prévu par la réforme. Au lieu de doter les collectivités territoriales des sommes nécessaires à l'embauche d'animateurs, le gouvernement permet aux communes de rogner sur le nombre d'animateurs afin de faire des économies. Ce sont les animateurs et les enfants qui font les frais de ces calculs mesquins.

Gaëlle Régent